



OCVV

Office Communautaire des Variétés Végétales

Rapport annuel 2012





OCVV

Office Communautaire des Variétés Végétales

Rapport annuel 2012

***Europe Direct est un service destiné à vous aider à trouver des réponses
aux questions que vous vous posez sur l'Union européenne.***

**Un numéro unique gratuit (*):
00 800 6 7 8 9 10 11**

(*) Les informations sont fournies à titre gracieux et les appels sont généralement gratuits
(sauf certains opérateurs, hôtels ou cabines téléphoniques).

De nombreuses autres informations sur l'Union européenne sont disponibles sur l'internet
via le serveur Europa (<http://europa.eu>).

Une fiche catalographique figure à la fin de l'ouvrage.

Luxembourg: Office des publications de l'Union européenne, 2013

ISBN 978-92-9152-148-7

doi:10.2803/14274

© Union européenne, 2013

Reproduction autorisée, moyennant mention de la source

Printed in Luxembourg

IMPRIMÉ SUR PAPIER BLANCHI SANS CHLORE ÉLÉMENTAIRE (ECF)

SOMMAIRE

1. Introduction de Martin Ekvad, président de l’OCVV	5
2. Avant-propos de Bronislava Bátorová, présidente du conseil d’administration	7
2.1. Introduction	7
2.2. Analyse et évaluation du rapport de l’ordonnateur	8
3. Le régime de protection communautaire des obtentions végétales	9
4. Formation et promotion du régime de PCOV	11
4.1. Participation à des salons internationaux et à des journées portes ouvertes	11
4.2. Programme multibénéficiaire sur la participation de l’Albanie, de la Bosnie-Herzégovine, de la Croatie, de la Serbie, de l’ancienne République yougoslave de Macédoine et de la Turquie au régime de protection communautaire des obtentions végétales	12
4.3. Contacts avec l’Organisation régionale africaine de la propriété intellectuelle (ARIPO)	12
4.4. Contacts avec l’Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI)	13
4.5. Contacts avec l’Association des nations de l’Asie du Sud-Est (ANASE)	14
4.6. Contacts avec la Plant Breeding Academy	14
5. Le conseil d’administration	15
6. Organisation de l’OCVV	21
7. Service d’audit qualité	26
7.1. Évaluation des offices d’examen	26
7.2. Évaluation du premier cycle d’audits	26
8. Recherche et développement	28
8.1. Projets approuvés	28
8.2. Suivi des projets de R & D finalisés	30
9. Budget et finances	33
9.1. Vue d’ensemble — Résultat	33
9.2. Recettes	33
9.3. Dépenses	34
9.4. Conclusion	34
10. Tendances et évolutions	35
10.1. Demandes de protection communautaire des obtentions végétales	35
10.2. Octroi des protections	49
10.3. Examens techniques	52
10.4. Agents de liaison techniques	60

11. Dénominations variétales	63
11.1. Nouvelles notes explicatives accompagnant les orientations du conseil d'administration relatives aux dénominations variétales	63
11.2. La base de données Variety Finder de l'OCW: évolutions récentes	64
11.3. Une utilisation accrue du service de coopération avec les États membres	66
11.4. Les marques communautaires seront prises en considération dans l'évaluation des dénominations variétales	68
12. Développements dans le domaine de l'informatique	69
12.1. Services électroniques	69
12.2. Avancées sur le plan opérationnel	69
12.3. Outils de communication	69
12.4. Développement de l'infrastructure	69
13. Coopération avec la direction générale de la santé et des consommateurs	70
13.1. Comité permanent de la protection communautaire des obtentions végétales	70
13.2. Comité permanent des semences et plants agricoles, horticoles et forestiers	70
13.3. Comité permanent pour les matériels de multiplication des plantes ornementales	70
13.4. Comité permanent pour les matériels de multiplication et les plantes des genres et espèces de fruits	71
13.5. Groupes de travail du Conseil	71
14. Contacts avec les organisations externes	72
14.1. Contacts avec les organisations d'obteneurs	72
14.2. Contacts avec l'UPOV	72
14.3. Contacts avec l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)	74
14.4. Contacts avec l'Office de l'harmonisation dans le marché intérieur (marques, dessins et modèles) (OHMI) et l'Office européen des brevets (OEB)	74
14.5. Autres contacts	75
15. Accès du public aux documents de l'OCVV	76
16. Rapport du délégué à la protection des données de l'OCVV	77
16.1. Contexte juridique	77
16.2. Rôle et tâches du délégué à la protection des données	77
16.3. Suivi de la visite d'une délégation de l'office du Contrôleur européen de la protection des données à l'OCW	78
16.4. Rapport du délégué à la protection des données de l'OCW pour 2012	78
17. Procédures de recours	80
17.1. Composition de la Chambre de recours de l'OCW	80
17.2. Décisions de la Chambre de recours en 2012	80
17.3. Pourvois formés devant la Cour de justice de l'Union européenne en 2012	84
17.4. Recours reçus par l'OCW et décisions rendues par la Chambre de recours depuis sa création (statistiques)	88

1. INTRODUCTION DE MARTIN EKVAD, PRÉSIDENT DE L'OCVV



Martin Ekvad

Une nouvelle année a passé, riche d'activités multiples, dont je suis heureux de rendre compte dans le cadre de ce rapport annuel. Comme vous le lirez dans l'avant-propos de la présidente du conseil d'administration, M^{me} Bronislava Bátorová, l'Office communautaire des variétés végétales (ci-après «l'Office» ou «l'OCVV») a reçu un nombre important de demandes en 2012, et ses finances sont en bonne santé. Du fait de la croissance du nombre net de titres en vigueur, la réserve libre de l'Office est également en hausse. Partant de ce constat, la décision a été prise de réduire la taxe de demande de 900 à 650 euros au 1^{er} janvier 2013. Cette diminution est conforme à la mission de l'Office qui souligne que le traitement des demandes se doit d'être financièrement abordable.

Selon les termes de la mission de l'Office, le traitement des demandes doit également répondre à des exigences de qualité élevées. Le service d'audit qualité de l'OCVV a donc clôturé son premier cycle d'audits en 2012. Ce premier cycle d'audits fut, à mon sens, une réussite. Tous les offices d'examen habilités par le conseil d'administration ont fait l'objet d'un audit dans le délai prévu, et les recommandations issues de l'exercice ont également été présentées au conseil d'administration dans les délais fixés. Sur la base de ces recommandations, le conseil d'administration a été en mesure de prendre des décisions dûment étayées. Les audits ont également débouché sur le retrait de certains offices d'examen pour les essais dans les domaines où ils n'ont pas suffisamment de compétences. Certains offices d'examen ont également amélioré la qualité de leurs résultats afin de s'assurer d'atteindre le niveau de qualité prescrit dans les critères d'habilitation applicables.

Pendant l'année 2012, l'Office a pris une part active au dialogue entamé avec la Commission et les États membres, relatif au document officiel de la Commission consacré à une proposition de règlement sur le matériel de reproduction des végétaux. Ce document énumère des propositions concrètes d'activités nouvelles pour l'OCVV. La proposition que la Commission adoptera en la matière devrait être adressée au législateur en 2013. Bien que cette proposition doive encore être adoptée, l'Office se doit de réfléchir à la manière de s'adapter aux changements éventuels et d'exécuter au mieux les nouvelles tâches.

Le suivi de l'évaluation du régime de protection communautaire des obtentions végétales menée et présentée en 2011 a été reporté. Le conseil d'administration a néanmoins décidé de créer un groupe de travail législatif ad hoc, dont la mission est d'examiner s'il y a lieu d'introduire des changements dans le règlement de base. Deux réunions tenues en 2012 ont permis de discuter d'éléments fondamentaux du règlement de base, à savoir la nouveauté, les constituants variétaux et les variétés essentiellement dérivées. Le groupe, qui mène d'importantes discussions de manière transparente et très interactive, entend dresser des conclusions et aboutir à des propositions sur la manière d'interpréter ou de modifier la législation existante. Il poursuivra ses activités en 2013 afin d'être en mesure de présenter ses conclusions finales en 2014.

Le mandat de président du conseil d'administration d'Udo von Kröcher s'est achevé en 2012. Je voudrais exprimer ma reconnaissance personnelle, ainsi que celle du personnel de l'Office, pour l'excellente coopération que nous avons eue sous sa présidence. C'est également avec plaisir que je félicite M^{me} Bátorová pour son élection à la présidence du conseil d'administration en 2012, ainsi qu'Andrew Mitchell pour sa nomination en tant que vice-président du conseil d'administration. Je me réjouis à l'idée de travailler avec Bronislava et Andrew dans les années à venir.

L'actif le plus précieux d'une organisation est son équipe, et je voudrais remercier le personnel de l'Office pour l'excellence du travail réalisé en 2012.

2.

AVANT-PROPOS DE BRONISLAVA BÁTOROVÁ, PRÉSIDENTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

2.1. Introduction



Bronislava Bátorová

En novembre 2012, j'ai pris la succession d'Udo von Kröcher (Allemagne) à la présidence du conseil d'administration. Je voudrais le remercier au nom de tous les membres du conseil d'administration pour son excellent travail, pour sa contribution personnelle à l'exercice de sa fonction et pour la manière dont il a présidé les réunions, toutes excellemment conduites et productives. C'est un honneur pour moi de succéder à un président aussi brillant, et je ferai tout ce qui est en mon pouvoir pour poursuivre sur la voie qu'il a empruntée. Je voudrais également féliciter le nouveau vice-président du conseil d'administration, M. Andrew Mitchell, du Royaume-Uni.

Le nombre de demandes de protection communautaire d'obtentions végétales déposées entre le 27 avril 1995 et le 31 décembre 2012 s'est élevé à 44 758 — c'est un chiffre très positif qu'il convient de relever. Depuis 2007, le nombre de demandes s'est stabilisé: il s'élève désormais à un peu moins de 3 000 par an en moyenne. Ces données révèlent la stabilité du système. Le nombre de demandes introduites en 2012 a été légèrement plus faible qu'au cours de l'année exceptionnelle de 2011. Il pourrait être dû à la diminution de la taxe de demande, passée de 900 euros à 650 en janvier 2013.

La santé financière de l'Office au cours de 2012 est restée solide, et le résultat de l'exécution budgétaire s'est élevé à 1,5 million d'euros. La réserve libre a augmenté pour atteindre 7,6 millions d'euros. L'objectif de l'Office est de rétablir le niveau de réserve libre à 5-6 millions d'euros; par conséquent, le conseil d'administration prendra des initiatives dans ce sens au cours des années à venir.

L'année dernière, le conseil d'administration a débattu de plusieurs questions importantes, au rang desquelles figurent la mise en œuvre du plan stratégique 2010-2015, la structure des taxes de l'OCVV, la création du groupe de travail législatif, le projet de coopération avec l'Office de l'harmonisation dans le marché intérieur (marques, dessins et modèles) (OHMI), la considération des marques communautaires dans l'examen des propositions de dénominations, etc.

Je souhaite remercier les membres du conseil d'administration pour leur précieuse contribution au cours de l'année. Le conseil d'administration salue le départ de plusieurs de ses membres effectifs et suppléants. Je tiens à les remercier pour leurs contributions aux activités de l'Office.

Je voudrais également exprimer ma gratitude envers le personnel de l'Office pour son travail important et son attitude professionnelle.

2.2. Analyse et évaluation du rapport de l'ordonnateur

Le président de l'Office a présenté au conseil d'administration, lors de sa réunion du 27 février 2013 à Angers, le rapport de l'ordonnateur pour l'exercice 2012.

Après analyse et évaluation, le conseil d'administration a rendu les conclusions suivantes.

En 2012, le nombre de demandes déposées s'est élevé à 2 868 — un chiffre en baisse de 10 % par rapport à l'année précédente, ce qui est partiellement imputable à la modification des taxes applicables à compter du 1^{er} janvier 2013. Cela étant, grâce à une gestion prudente des dépenses et à la hausse du nombre des titres en vigueur, le résultat de l'exécution budgétaire a atteint 1,5 million d'euros — ce qui représente une croissance significative. Parallèlement, la réserve libre de l'Office s'est également accrue pour atteindre 7,6 millions d'euros en 2012.

Le conseil d'administration prend acte des résultats des audits internes. Il accordera toute son attention au suivi des recommandations de l'Office.

Le conseil d'administration prend acte des informations sur les vérifications ex post, les procédures négociées et la confirmation des instructions.

Le conseil d'administration est satisfait de la déclaration de l'ordonnateur concernant la véracité de son rapport et de l'assurance raisonnable qu'il donne que les ressources allouées aux activités décrites dans son rapport ont été utilisées aux fins prévues et conformément au principe de bonne gestion financière, et que les procédures de contrôle mises en place offrent les garanties nécessaires concernant la légalité et la régularité des transactions sous-jacentes.

Le conseil d'administration se félicite qu'aucun fait susceptible de nuire aux intérêts de l'OCVV n'ait été porté à la connaissance de son président.

3.

LE RÉGIME DE PROTECTION COMMUNAUTAIRE DES OBTENTIONS VÉGÉTALES



Siège de l'OCVV, Angers, France

L'introduction en 1995 d'un régime de protection communautaire des obtentions végétales (PCOV) s'est révélé être une initiative positive et a été saluée par les entreprises recherchant une protection de propriété intellectuelle pour de nouvelles variétés végétales.

Les obtenteurs peuvent désormais bénéficier d'une protection qui leur garantit des droits d'exploitation exclusifs pour une variété dans 27 pays au moyen d'une seule demande présentée à l'Office, de sorte que le régime de protection communautaire des obtentions revêt un attrait considérable.

L'objectif du régime de protection communautaire des obtentions végétales n'est pas de remplacer ni même d'harmoniser les systèmes nationaux, mais plutôt de coexister en tant qu'alternative. En effet, il est impossible pour le titulaire d'une variété d'exploiter simultanément une protection communautaire des obtentions végétales et un droit ou brevet national lié à cette variété. Lorsqu'une PCOV est octroyée à une variété pour laquelle un droit ou un brevet national a déjà été accordé, ce dernier reste sans effet pour la durée de la PCOV.

Le régime de protection communautaire des obtentions végétales trouve sa base juridique dans le règlement (CE) n° 2100/94 du Conseil (dénommé ci-après «le règlement de base»). À la réception d'une demande de PCOV, l'Office doit déterminer si la variété est nouvelle et si elle satisfait aux critères de distinction, d'homogénéité et de stabilité (DHS). L'Office peut demander aux offices compétents des États membres ou à d'autres agences appropriées établies en dehors de l'Union européenne (UE) de réaliser un examen technique pour déterminer les critères DHS. Pour éviter toute duplication inutile des tâches, lorsqu'un examen technique de ce genre a déjà été effectué pour cette variété à des fins officielles, l'Office peut, sous réserve de certaines conditions, en accepter les résultats.

Toute personne peut adresser à l'Office une objection écrite à l'octroi d'une PCOV dans des limites de temps spécifiées. Les motifs d'objection sont limités à l'allégation de non-satisfaction aux critères définis dans les articles 7 à 11 du règlement de base (distinction, homogénéité, stabilité, nouveauté ou droit à la protection communautaire) ou d'inadéquation de la dénomination variétale proposée en raison de la présence de l'un des obstacles visés à l'article 63. Les auteurs des objections deviennent parties à la procédure de demande et peuvent avoir accès aux documents du dossier.

À l'exception de deux circonstances spécifiques permettant de former directement un recours devant la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) contre des décisions de l'Office, le droit de recours à l'encontre de ces décisions s'exerce devant une chambre de recours composée d'un président nommé par le Conseil de l'Union européenne et de deux autres membres sélectionnés par le président dans une liste établie par le conseil d'administration. Le destinataire d'une décision, ou toute autre personne directement et individuellement concernée par cette décision, peut former un recours à l'encontre de cette dernière. Après avoir examiné le recours, la Chambre peut exercer tout pouvoir relevant de la compétence de l'Office ou remettre l'affaire entre les mains de ce dernier, qui est lié par la

décision de la chambre. Les décisions de la chambre peuvent faire l'objet d'un recours devant le Tribunal de l'Union européenne à Luxembourg. Les décisions de la Chambre de recours et du Tribunal sont publiées sur le site internet de l'Office.

Le tableau figurant dans le chapitre 17 indique le nombre de recours déposés auprès de l'Office et les décisions prises par la Chambre de recours.

Une fois octroyée, la protection communautaire des obtentions végétales a une durée de vingt-cinq ans ou, dans le cas des pommes de terre, des vignes et des arbres, de trente ans. Ces périodes peuvent être prorogées pour cinq ans par voie législative pour des genres ou espèces spécifiques. Une PCOV a pour conséquence que certaines activités spécifiées liées aux constituants variétaux ou au matériel récolté de la variété nouvellement protégée nécessitent l'autorisation préalable du titulaire de la protection, sous réserve de certaines conditions et limites. La contrefaçon d'une PCOV habilite le titulaire de la protection à intenter une action de droit civil à l'encontre de l'auteur de cette contrefaçon.

Les registres, ouverts au public, contiennent les détails de toutes les demandes reçues ainsi que de toutes les PCOV octroyées par l'Office. Tous les deux mois, l'Office publie le *Bulletin officiel de l'Office communautaire des variétés végétales*, qui présente également ces données ainsi que d'autres informations. Les informations relatives aux demandes et aux titres en vigueur sont également disponibles dans une base de données accessible sur le site internet de l'Office.

4.

FORMATION ET PROMOTION DU RÉGIME DE PCOV

4.1. Participation à des salons internationaux et à des journées portes ouvertes

L'OCV considère que sa participation à des salons internationaux et aux journées portes ouvertes organisées dans les offices d'examen est utile pour promouvoir le régime communautaire de protection des obtentions végétales, établir des contacts directs avec les demandeurs et fournir des informations aux producteurs. En 2012, l'Office a participé à deux salons:

- à la fin de janvier 2012, l'Office a participé au salon IPM (Internationale Pflanzenmesse) à Essen (Allemagne), partageant un stand avec des collègues allemands du Bundessortenamt. Bien que le salon soit ouvert à l'ensemble du secteur horticole, il se concentre plus particulièrement sur les espèces ornementales;
- le salon du Végétal, organisé à la fin de février à Angers (France), est un salon annuel essentiellement consacré aux producteurs de plantes ornementales. L'Office y participe régulièrement en coopération avec le GEVES, l'office d'examen français.

En outre, au mois de juillet, le Bundessortenamt a organisé, en collaboration avec l'Office, une journée portes ouvertes dans ses murs, à Hanovre, destinée essentiellement aux obtenteurs de variétés ornementales. L'événement a été suivi par quelque 50 parties prenantes (obteneurs, mandataires, examinateurs) et a permis d'aborder les sujets actuels du secteur ornemental. Il a également permis aux participants de découvrir les essais sur le terrain et les collections de référence.

Parallèlement à la journée portes ouvertes du Bundessortenamt, l'Office a organisé, à Hanovre, un atelier principalement destiné aux obtenteurs allemands et consacré au système de dépôt en ligne des demandes.



Salon du Végétal 2012, Angers, France



Journée portes ouvertes au BSA, juillet 2012, Allemagne

4.2. Programme multibénéficiaire sur la participation de l'Albanie, de la Bosnie-Herzégovine, de la Croatie, de la Serbie, de l'ancienne République yougoslave de Macédoine et de la Turquie au régime de protection communautaire des obtentions végétales

Depuis 2006, l'OCVV participe au programme multibénéficiaire visant à préparer les pays candidats à l'adhésion à l'Union européenne. Ce programme a été conçu au départ pour la Croatie et la Turquie, avant d'être étendu, en 2008, à l'ancienne République yougoslave de Macédoine et, en 2009, à tous les pays de la région des Balkans occidentaux. L'Albanie et la Serbie ont manifesté leur intérêt pour une participation à ses activités en 2009, et la Bosnie-Herzégovine l'a fait en 2010.

Dans le cadre de ce programme, des représentants des autorités nationales de protection des obtentions végétales ont été invités à participer aux réunions d'experts en cultures régulièrement organisées à l'OCVV. Par ailleurs, des offices d'examen de l'OCVV ont dispensé des sessions pratiques de formation à l'attention d'experts en cultures DHS. Il en est allé ainsi de l'Instituto Valenciano de Investigaciones Agrarias en ce qui concerne les agrumes, de l'Institut central slovaque de contrôle et d'examen des produits agricoles (ÚKSÚP) en ce qui concerne le maïs et le tournesol, et du Bundessortenamt allemand en ce qui concerne la vigne. Par ailleurs, l'Office central hongrois de l'agriculture a dispensé une formation portant sur les exigences de qualité auxquelles doivent satisfaire les offices d'examen. Enfin, un séminaire organisé spécialement à l'intention des obtenteurs et des producteurs s'est tenu à Zagreb, dans la perspective de l'adhésion de la Croatie à l'Union européenne. Le programme multibénéficiaire a également financé la participation de six experts à la session de formation de deux semaines consacrée à la protection des obtentions végétales, donnée par l'université de Wageningen aux Pays-Bas.

4.3. Contacts avec l'Organisation régionale africaine de la propriété intellectuelle (ARIPO)

L'ARIPO est une organisation intergouvernementale créée à Lusaka (Zambie) en 1976 par un accord conclu sous l'égide de la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (CEA) et de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI). L'ARIPO a été créée, entre autres, pour promouvoir l'élaboration de législations de propriété intellectuelle répondant aux besoins de ses membres, pour établir des services communs et des systèmes de formation, et pour assister ses membres dans l'acquisition et le développement de technologies et l'élaboration de vues communes sur des thèmes relatifs à la propriété intellectuelle. Cette organisation compte 18 pays membres. L'ARIPO développe actuellement un système régional pour la protection des nouvelles variétés végétales.



Délégation de l'ARIPO à l'OCVV, novembre 2012

En juillet 2011, Martin Ekvad a participé à un atelier relatif au cadre régional de l'ARIPO concernant la protection des obtentions végétales à Harare (Zimbabwe), organisé en coopération avec l'Union internationale pour la protection des obtentions végétales (UPOV). Les résultats de l'atelier ont été présentés au conseil d'administration de l'ARIPO, le 29 novembre 2012, en présence du président de l'OCVV. Il a été décidé de poursuivre le projet.

4.4. Contacts avec l'Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI)

L'OAPI, organisation intergouvernementale établie à Yaoundé (Cameroun), veille à l'application de la convention de Bangui qui a institué un système régional de protection des droits de propriété intellectuelle dont fait partie la protection des obtentions végétales. Elle est, de ce fait, particulièrement intéressée par l'expérience acquise par l'OCVV dans la gestion du régime communautaire.

En 2002, le président de l'Office et le directeur général de l'OAPI ont conclu un protocole d'accord établissant le cadre d'une future coopération. La décision du conseil d'administration de l'OAPI de rendre le régime de protection des obtentions végétales opérationnel en 2006 et sa mise en œuvre offriront de multiples occasions de coopérer dans plusieurs domaines d'activité.

Des publications sont régulièrement échangées.

En 2012, Carlos Godinho, vice-président de l'OCVV, a participé à un séminaire organisé au Cameroun à l'occasion du 50^e anniversaire de l'OAPI.



Délégation de l'ANASE à l'OCVV, octobre 2012

4.5. Contacts avec l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE)

Le président de l'Office a présenté un exposé au cinquième forum sur la protection des obtentions végétales en Asie orientale qui s'est tenu à Bangkok, en Thaïlande, du 28 au 30 mai 2012. Dix pays de l'Asie du Sud-Est, ainsi que le Japon, la Chine et la Corée (communément appelés les «10 + 3») constituent le réseau. Le Japon en finance les activités. Les États parties s'emploient à partager leurs meilleures pratiques et à coopérer à un niveau technique. L'un des objectifs du réseau est d'ouvrir la voie à l'adhésion à l'UPOV des États parties et, à long terme, d'explorer la possibilité d'instaurer un régime régional de protection des obtentions végétales.

4.6. Contacts avec la Plant Breeding Academy

En mars 2012, la Plant Breeding Academy, établie à la UC Davis California (université de Californie, États-Unis), a visité l'OCVV. Le responsable de l'unité technique a présenté le régime communautaire de protection des obtentions végétales à un groupe de 25 étudiants. Les étudiants de la Plant Breeding Academy sont essentiellement des obtenteurs de variétés végétales soucieux d'accroître leurs connaissances dans ce domaine.

5.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

L'Office est supervisé par un conseil d'administration composé de représentants des États membres, de représentants de la Commission européenne, et de leurs suppléants respectifs. Le conseil d'administration contrôle les activités de l'Office. En particulier, il est responsable de l'examen du rapport de gestion du président, de l'adoption du budget de l'Office et de la décharge du président en ce qui concerne l'exécution du budget. De surcroît, il peut fournir des conseils, établir des règles concernant les méthodes de travail au sein de l'Office et publier des orientations en ce qui concerne les examens techniques, les comités de l'Office et des questions d'ordre général.

Le conseil d'administration s'est réuni à deux reprises en 2012: les 20 et 21 mars à Bruxelles, et les 27 et 28 novembre à Angers.

Lors de la session des **20 et 21 mars** à Bruxelles, les membres du conseil d'administration ont adopté:

- le rapport de l'ordonnateur pour 2011, ainsi que l'analyse et l'évaluation dudit rapport. Ce rapport était inclus dans le *Rapport annuel 2011* et a été envoyé à la Cour des comptes;
- la décharge du président de l'OCV pour l'exécution du budget 2010;
- la planification pluriannuelle des effectifs pour 2013-2015;
- l'habilitation des offices d'examen suivants:
 - a) le ministère bulgare de l'agriculture et de l'alimentation,
 - b) le centre estonien de recherches agricoles (ARC),
 - c) l'ILVO en Belgique,
 - d) l'ÚKSÚP en Slovaquie,
 - (e) le Bundesamt für Ernährungssicherheit en Autriche;
 - Une habilitation conditionnelle du Centro di Ricerca per la Frutticoltura (CRA-FRU) en Italie a également été adoptée.
 - Dans le cas de la Lettonie, l'habilitation a été retirée.
 - En Roumanie (ISTIS), l'habilitation a été suspendue jusqu'à la première session du conseil d'administration en 2013.
- la prolongation pour trois ans (2013-2016) du système financier actuel du programme d'audit de qualité;
- deux nouveaux protocoles techniques pour *Gaura* L. (CPVO-TP/165/1) et *Buddleja* L. (CPVO-TP/090/1), ainsi que la révision de cinq protocoles techniques pour *Oryza sativa* L. (CPVO-TP/016/2), *Hordeum vulgare* L. sensu lato (CPVO-TP/019/3), *Solanum lycopersicum* L. (CPVO-TP/044/4), *Spinacia oleracea* L. (CPVO-TP/055/4) et *Hydrangea* L. (CPVO-TP/133/2).

Les membres du conseil d'administration et les observateurs ont également soutenu la création d'un groupe de travail ad hoc d'experts juridiques chargés d'examiner les problèmes juridiques.

Les membres du conseil d'administration ont également pris acte:

- du rapport du président de l'OCW ainsi que de ses statistiques;
- du rapport de gestion 2011 rédigé par le président de l'OCW;
- du rapport social de l'OCW pour 2011;
- du rapport sur la mise en œuvre du plan stratégique pour 2010-2015;
- du rapport d'audit interne;
- des comptes annuels pour 2011 et des perspectives financières;
- de l'avant-projet de budget 2013;
- de l'adoption prévue, avant la fin de 2012, du règlement relatif à la réduction de la taxe de demande à 650 euros;
- du transfert de l'Observatoire européen de la contrefaçon et du piratage à l'OHMI à Alicante, qui devrait englober les obtentions végétales. L'OCW prévoit de solliciter son adhésion à l'Observatoire.

Lors de la session des **27 et 28 novembre 2012** à Angers, les 24 États membres présents ou représentés ont élu à l'unanimité, à bulletin secret, M^{me} Bronislava Bátorová à la présidence du conseil d'administration, pour trois ans à compter du 27 novembre 2012. Ils ont également élu, avec 19 voix pour, M. Andrew Mitchell au poste de vice-président du conseil d'administration, pour trois ans à compter du 27 novembre également.

Au cours de cette session, les membres du conseil d'administration ont adopté:

- l'avant-projet de budget 2013;
- la nomination de MM. Ladislav Miko et Andrew Mitchell en tant que rapporteurs pour l'évaluation du président de l'OCW, ainsi que de M^{me} Dona Simion et M. Andrew Mitchell pour l'évaluation du vice-président de l'OCW;
- les conclusions du groupe de travail législatif pour 2012;
- la nomination de 23 experts techniques pour les évaluations du service d'audit qualité pour trois ans (2013-2016);
- la nomination de 5 membres du comité consultatif d'audit pour trois ans (2013-2016), comme le prévoit le manuel de la procédure d'habilitation du service d'audit qualité;



Session du conseil d'administration, novembre 2012, Angers



Martin Ekvad, Bronislava Bátorová et Andy Mitchell

- l'habilitation des offices d'examen suivants:
 - a) l'Istituto Nazionale di Ricerca per gli Alimenti e la Nutrizione (INRAN) en Italie,
 - b) le GEVES en France,
 - c) le Department of Agriculture, Food and the Marine, en Irlande,
 - d) le Statens Jordbruksverk en Suède,
 - e) le Finnish Food Safety Authority Evira en Finlande,
 - f) l'Executive Agency for Variety Testing, Field Inspection and Seed Control (EAVTFISC), en Bulgarie;

Une habilitation conditionnelle du Centro di Ricerca per la Frutticoltura (CRA-FRU) en Italie a également été adoptée;

- cinq nouveaux protocoles techniques pour *Prunus dulcis* (Mill.) D. A. Webb. (CPVO-TP/056/1), *Olea europea* L. (CPVO-TP/099/1), *Cannabis sativa* L. (CPVO-TP/276/1), *Heuchera* L. (CPVO-TP/280/1), *Echinacea* Moench. (CPVO-TP/281/1) ont été adoptés. En outre, neuf révisions de protocoles existants pour *Fragaria* L. (CPVO-TP/022/3), *Ribes uva-crispa* L. (CPVO-TP/051/2), *Ribes rubrum* L. (CPVO-TP/052/2), *Prunus persica* (L.) Batsch. (CPVO-TP/053/2), *Lilium* L. (CPVO-TP/059/3), *Kalanchoe blossfeldiana* Poelln et ses hybrides (CPVO-TP/078/3 Rev 1), *Prunus salicina* Lindl. (CPVO-TP/084/2), *Actinidia* Lindl. (CPVO-TP/098/2), *Impatiens* New Guinea Group (CPVO-TP/196/3) et *Lonicera caerulea* L. (CPVO-TP/277/2) ont été adoptés avec ou sans effet rétroactif, le cas échéant;
- l'habilitation des offices d'examen proposés par l'OCW pour les essais de 34 nouvelles espèces;
- la version modifiée du nouveau modèle de protocole technique de l'OCW.

Les membres du conseil d'administration sont également convenus d'organiser deux séminaires en 2013. Le premier, prévu en mai, en Italie, portera sur l'application de la protection des obtentions végétales, et le second, prévu à la fin de 2013, à Bruxelles, aura pour thème l'interface brevet/protection des variétés végétales.

Les membres du conseil d'administration ont également pris acte:

- des devoirs et des fonctions du président du conseil d'administration;
- du rapport du président de l'OCW ainsi que de ses statistiques;
- du programme de travail annuel 2013 de l'OCW;
- de l'état des lieux et du suivi des projets de recherche et de développement;
- du fait que le projet de règlement relatif au matériel de reproduction des végétaux est reporté. Le texte devrait pouvoir être adopté par la Commission dans le courant du premier trimestre de 2013, avant d'être soumis au Conseil et au Parlement européen;
- des conclusions du groupe de travail interinstitutionnel sur la déclaration conjointe et l'approche commune du Parlement européen, du Conseil de l'UE et de la Commission européenne sur les agences décentralisées;
- des pourvois formés devant la Chambre de recours de l'OCW et la Cour de justice de l'Union européenne;
- du nouveau projet de coopération avec l'OHMI en ce qui concerne l'examen des dénominations variétales;
- de l'inclusion des hybrides interspécifiques à l'annexe I du contrat sans passer par la procédure relative aux nouvelles espèces, en collaboration étroite avec l'office d'examen désigné;
- des changements proposés concernant les notes explicatives accompagnant les orientations relatives aux dénominations variétales. Ils ont également appelé la Commission à prendre les mesures nécessaires en vue de la modification du règlement (CE) n° 637/2009 établissant des modalités d'application concernant l'éligibilité des dénominations variétales des espèces végétales agricoles et des espèces potagères.

En outre, les membres du conseil d'administration ont été consultés au sujet des changements à apporter éventuellement à l'organisation des sessions. Ils sont finalement convenus de maintenir le rythme de deux sessions en personne par an (l'une répartie sur deux jours et l'autre d'une seule journée), en adoptant l'option de participation par vidéoconférence lorsque cela s'avère possible. Le nombre de procédures écrites devrait être augmenté et le présent régime linguistique maintenu.

Par ailleurs, des discussions ont porté sur la structure des taxes appliquées par l'Office. Les membres du conseil d'administration sont convenus qu'il était trop tôt pour prendre une décision et ont demandé à l'OCVV de dresser, pour la prochaine réunion, une analyse plus détaillée de la structure des taxes dans un nouveau document.

Enfin, les membres du conseil d'administration ont été informés de la proposition de règlement de la Commission concernant le contrôle du respect du protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages découlant de leur utilisation. L'objectif est de permettre l'accès et le partage des avantages, et d'élaborer des mesures de mise en conformité au sein de l'Union européenne. Le protocole devrait être contraignant et pourrait entrer en vigueur en 2014.

Président du conseil d'administration

M^{me} B. Bátorová (à partir du 27.11.2012)

M. U. von Kröcher (jusqu'au 27.11.2012)

Vice-président du conseil d'administration

M. A. Mitchell (à partir du 27.11.2012)

M^{me} B. Bátorová (jusqu'au 27.11.2012)

Membres du conseil d'administration

Belgique	M ^{me} F. De Schutter (à partir du 22.5.2012)
	M ^{me} C. Vanslebrouck (jusqu'au 22.5.2012)
	M ^{me} M. Petit (suppléante)
Bulgarie	M ^{me} B. Pavlovska
	M. T. Gadev (suppléant)
République tchèque	Poste de membre vacant
	M. J. Staňa (jusqu'au 18.4.2012)
	M. D. Jurecka (suppléant)
Danemark	M. G. Deneken
	M. E. Lawaetz (suppléant)
Allemagne	M. U. von Kröcher
	M. H. Freudenstein (suppléant)
Estonie	M ^{me} L. Puur
	Poste de suppléant vacant
Irlande	M. D. Coleman
	M. J. Claffey (suppléant)
Grèce	Poste de membre vacant
	M. K. Michos (suppléant)
Espagne	M. A. de León Llamazares (à partir du 1.6.2012)
	M ^{me} A. Crespo Pazos (jusqu'au 1.6.2012)
	M. L. Salices Sanchez (suppléant)
France	M. R. Tessier
	Poste de suppléant vacant
Italie	M ^{me} I. Pugliese
	Poste de suppléant vacant
Chypre	M. C. Christou
	M. C. Nicolaou (suppléant)
Lettonie	M ^{me} S. Kalinina
	Poste de suppléant vacant
Lituanie	M ^{me} S. Juciuvienė
	M ^{me} I. Kemeziene (suppléante à partir du 19.6.2012)
	M ^{me} D. Kirvaitiene (suppléante jusqu'au 19.6.2012)
Luxembourg	M. M. Weyland
	M. F. Kraus (suppléant)
Hongrie	M ^{me} A. Szenci
	Poste de suppléant vacant

Malte	M ^{me} M. Delia
	M. C. Leone Ganado (suppléant)
Pays-Bas	M. M. Valstar
	M. K. Fikkert (jusqu'au 9.10.2012)
	M. K. van Ettehoven (suppléant à partir du 9.10.2012)
Autriche	M. H.-P. Zach
	M. L. Girsch (suppléant)
Pologne	M. E. Gacek
	M. M. Behnke (suppléant)
Portugal	M ^{me} F. Alfarroba
	M. J. Fernandes (suppléant)
Roumanie	M ^{me} M. Cindea (à partir du 17.9.2012)
	M ^{me} A. Ivascu (jusqu'au 17.9.2012)
	Poste de suppléant vacant
Slovénie	Poste de membre vacant
	M. J. Ileršič (jusqu'au 16.9.2012)
	M. P. Grižon (suppléant)
Slovaquie	M ^{me} B. Bátorová
	M ^{me} D. Vongrejová (suppléante à partir du 16.1.2012)
	M ^{me} M. Jakubová (suppléante jusqu'au 16.1.2012)
Finlande	Poste de membre vacant
	M. T. Lahti (jusqu'au 30.9.2012)
	Poste de suppléant vacant
	M. M. Puolimatka (suppléant jusqu'au 30.9.2012)
Suède	M. A. Falk (à partir du 5.3.2012)
	M ^{me} C. Knorpp (à partir du 5.3.2012)
	M. T. Olsson (suppléant)
Royaume-Uni	M. A. Mitchell
	M ^{me} E. Nicol (suppléante)
Commission européenne	M. L. Miko
	M ^{me} D. Simion (suppléante)

6.

ORGANISATION DE L'OCVV

En décembre 2012, l'Office employait 45 personnes — 11 fonctionnaires et 34 agents temporaires. Onze nationalités des États membres de l'Union européenne étaient représentées.

Sous la direction générale du président, assisté du vice-président, l'organisation interne de l'Office repose sur trois unités et deux services d'appui. Un troisième service est en outre responsable de l'audit qualité des offices d'examen. Placé sous la responsabilité administrative du président, ce service reste néanmoins indépendant pour ce qui est de ses activités d'audit.

Les tâches principales de l'**unité technique** sont les suivantes: coordination générale des différents secteurs techniques du régime de protection communautaire des obtentions végétales, réception et vérification des demandes de protection, organisation des examens techniques ou des reprises de rapports, organisation des examens des dénominations variétales, préparation des décisions d'octroi de protection, tenue des registres de l'Office, production de publications techniques officielles, relations avec les demandeurs, les offices nationaux, les parties prenantes et les organisations internationales, participation active aux comités internationaux d'experts techniques et coopération au développement d'analyses et d'études techniques destinées à améliorer le système.

L'**unité administrative et financière** assure la gestion dans deux secteurs:

- section administrative: marchés publics, organisation des publications de l'Office, administration, gestion et suivi de l'inventaire des biens meubles et immeubles de l'Office, administration des ressources logistiques et opérationnelles en vue d'assurer le bon fonctionnement de l'Office;
- section financière: gestion des transactions financières, trésorerie, tenue de la comptabilité budgétaire et générale, élaboration des budgets et des documents financiers, et gestion du système de taxes.

L'**unité juridique** dispense des conseils juridiques au président et aux autres membres du personnel de l'Office, en principe sur des questions liées au régime de protection communautaire des obtentions végétales, mais également sur des points d'ordre administratif; elle émet des interprétations et des avis juridiques et rédige également des



Siège de l'OCVV, Angers, France

projets d'actes législatifs; elle participe à divers comités de l'OCVV afin de veiller au respect des procédures et du droit de l'UE; elle gère l'administration des objections aux demandes de PCOV et assure le secrétariat de la Chambre de recours de l'Office.

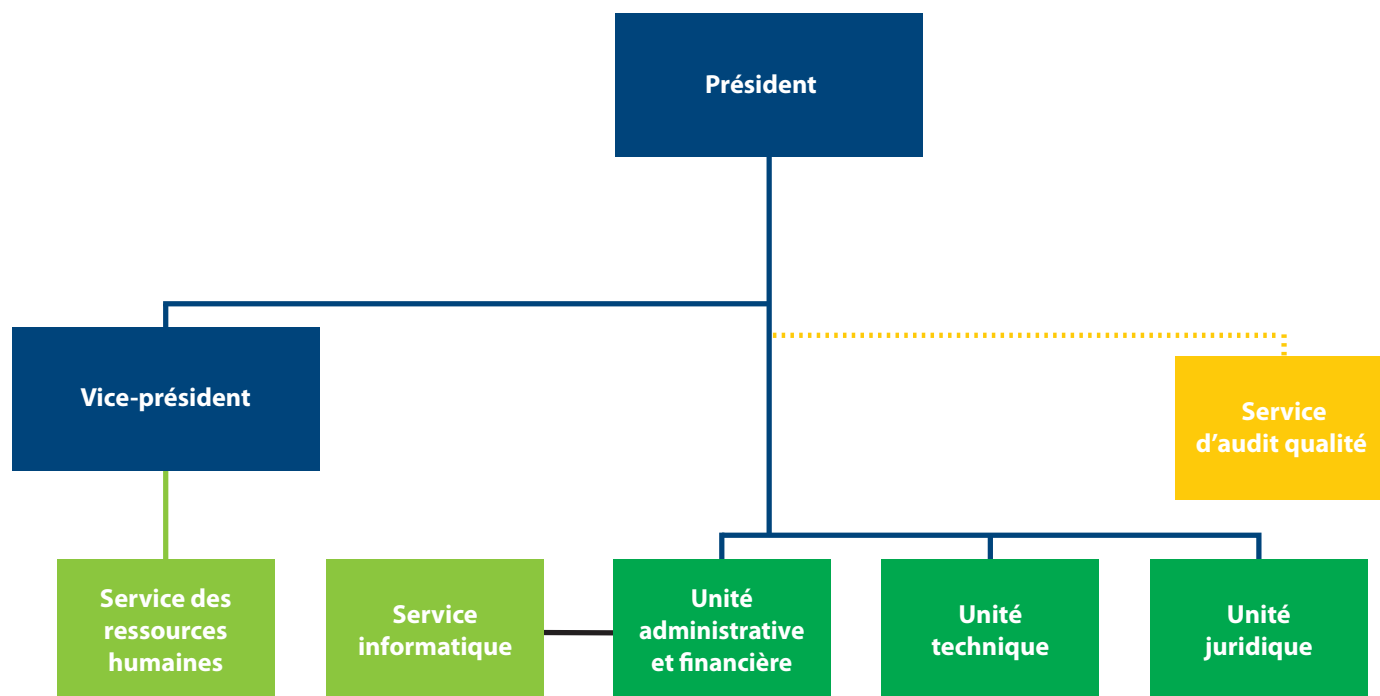
Le **service des ressources humaines** assure l'administration et la gestion des ressources humaines de l'Office en conformité avec le statut des fonctionnaires de la Commission européenne.

Le **service informatique** assure le bon fonctionnement de l'Office sur le plan informatique. Il a notamment pour tâches: l'analyse des besoins de l'Office en matière de matériel informatique et de logiciels; la conception, le développement et l'installation de nouveaux programmes spécifiques à l'Office; le développement et la maintenance des sites internet de l'Office; l'installation de programmes standards; l'entretien et la gestion du parc informatique; la sécurisation du système informatique; le service d'aide aux utilisateurs et la collaboration interinstitutionnelle en matière informatique. Depuis le 1^{er} août 2012, le service informatique est placé sous la responsabilité de l'unité administrative et financière.

Le **service d'audit qualité** est chargé de vérifier que les offices d'examen satisfont aux normes de qualité requises pour la fourniture de services à l'OCVV, s'agissant de la vérification de la conformité des variétés candidates aux critères de distinction, d'homogénéité et de stabilité (DHS), en plus de la nouveauté.

En 2012, l'OCVV a préparé un rapport social contenant des informations relatives au renouvellement du personnel, à l'environnement de travail et à des questions sociales concernant l'OCVV. Les différents thèmes abordés dans le rapport étaient: l'emploi (membres du personnel, procédure de recrutement, personnel rejoignant ou quittant l'OCVV, promotions, absentéisme, équilibre hommes/femmes); les conditions de travail (heures prestées, temps partiel, congé parental, télétravail); la formation (formations linguistiques, informatiques et autres); les relations professionnelles (comité du personnel). Les rapports sociaux de l'OCVV de 2006 à 2012 peuvent être consultés sur le site internet de l'OCVV sous la rubrique «Rapports annuels».

ORGANIGRAMME DE L'OCVV



PRÉSIDENCE



Président
Martin Ekvad



Vice-président
Carlos Godinho



**Assistante
du président**
Marleen Van de
Meulebroeke



**Assistante du
vice-président**
Cyrille Antoine

SERVICES D'APPUI



Service informatique
Sébastien Beugnier



Service informatique
Jean-Louis Curnier



Service informatique
Patrick Lecoq



Service informatique
Laura Naie



Service informatique
Marc Rouillard



**Service des
ressources humaines**
Deirdre Killeen



**Service des
ressources humaines**
Anna Verdini



**Relations publiques/
Formations**
Fabienne Santoire

UNITÉ ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE (UAF)



Chef de l'UAF
Thomas Wollersen



**Assistante du chef
de l'UAF**
Béatrice Hodet



Comptable
James Moran



Comptabilité
Valérie De Caestecker



**Comptabilité/
Assistante du service
d'audit qualité**
Laurence Dumont



Comptabilité
Anne-Marie Fernandez



**Administration/
Logistique**
Gil Oliveira



**Administration/
Service du courrier**
Isabelle Lanteri



**Évaluation/Audit et
contrôles internes**
Roseline Fagel



Finances
Ekaterina Mantziaris



Services généraux
Thierry Cluzeau



Service du courrier
Manuel Soares Teixeira

**SERVICE D'AUDIT
QUALITÉ**



**Chef du service
d'audit qualité**
Gerhard Schuon

UNITÉ JURIDIQUE



Affaires juridiques
Muriel Lightbourne



**Chambre de recours/
Protection des données**
Véronique Doreau

UNITÉ TECHNIQUE (UT)



Chef de l'UT
Dirk Theobald



Chef adjoint de l'UT
Jean Maison



**Assistante
du chef de l'UT**
Aline Noguès



**Espèces agricoles,
fruitières et potagères**
Laurence Théodore



Espèces agricoles
Anne Weitz



Dénominations
Carole Bonneau



Dénominations
Rudi Caes



**Dénominations/
Relations publiques**
Bénédicte Legrand



**Espèces fruitières
et ornementales**
Urszula Braun-Młodecka



**Espèces fruitières
et potagères**
Sergio Semon



**Espèces
ornementales**
Laetitia Denécheau



**Espèces
ornementales**
Ghislaine Guilbert



**Espèces
ornementales**
Jens Wegner



Registre
Pierre-Emmanuel Fouillé



Registre
Anne Gardener



Registre
Nadège Grantham



Registre
Ioana Piscoi



Registre
Francesco Saldi

7. SERVICE D'AUDIT QUALITÉ

Le service d'audit qualité est chargé de l'exécution du programme d'audit de qualité de l'Office. Il mène des évaluations régulières des offices d'examen afin de vérifier que ces derniers satisfont aux exigences en matière d'habilitation lorsqu'ils examinent la conformité des variétés candidates aux critères DHS. Les évaluations portent sur tous les travaux liés aux activités DHS pour les espèces relevant du champ d'habilitation des offices.

7.1. Évaluation des offices d'examen

Avec un total de dix visites d'évaluation menées dans des offices d'examen en 2012, le premier cycle triennal d'audits est arrivé à terme. À la fin de l'année 2012, tous les offices d'examen des États membres participant à l'évaluation des variétés candidates ont fait l'objet d'au moins une visite. Tout comme c'était le cas lors des deux années précédentes, le programme d'évaluation a débouché, d'une manière générale, sur des recommandations positives adressées au conseil d'administration de l'OCVV, même si, à l'occasion, des mesures correctives ont dû être mises en œuvre là où les audits ont identifié des faiblesses sur le plan des activités DHS des offices. Parmi les actions correctives figuraient des mesures de renforcement des protocoles de test mais également la décision d'arrêter les tests DHS sur certaines espèces.

7.2. Évaluation du premier cycle d'audits

Au terme de ce premier cycle d'audits, le président de l'Office a examiné l'ensemble du processus afin de vérifier si les objectifs du programme ont été atteints. Fort de cette analyse, il a conclu qu'effectivement, les audits avaient rempli leur objectif assigné au début du processus de servir de base solide aux décisions d'habilitation que le conseil d'administration est chargé d'émettre. Les audits ont également conforté la crédibilité de la compétence du réseau d'offices d'examen de l'OCVV. Les offices d'examen ont pu montrer qu'ils travaillaient en conformité avec les exigences en matière d'habilitation et qu'ils étaient en mesure de procéder à des ajustements lorsque cela s'avérait nécessaire.



Réunion des experts de l'audit qualité, octobre 2012, Angers



Mission d'audit qualité dans un office d'examen polonais

L'évaluation a confirmé que la mise en œuvre du programme d'audit respectait le concept d'indépendance en ce qui concerne l'échange d'informations entre le service d'audit qualité et d'autres fonctions de l'OCVV, et qu'il offrait la transparence nécessaire à l'implication des parties prenantes.

Dans un esprit d'amélioration continue, l'analyse a identifié les domaines à aborder lors du prochain cycle d'audits, notamment une transition vers une approche basée sur le risque afin d'accroître l'efficacité des audits.

8.

RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

L'Office a reçu plusieurs demandes de (co)financement de projets de recherche et de développement (R & D) au titre des règles, établies par le conseil d'administration en 2002 et révisées en 2009, relatives au soutien financier de projets revêtant un intérêt pour le régime de protection communautaire des obtentions végétales. Dans le présent chapitre, l'Office présente des informations actualisées sur les projets en cours et les mesures de suivi qui ont été prises en 2012 au sujet des projets déjà achevés.

8.1. Projets approuvés

Harmonisation des essais concernant les résistances aux maladies des plantes potagères (2)

Dans le courant de 2012, l'Office a officiellement approuvé le cofinancement du projet de recherche et de développement portant sur l'harmonisation des essais concernant les résistances aux maladies des plantes potagères (2), coordonné par le Groupe d'étude et de contrôle des variétés et des semences (GEVES, France) et mené en collaboration avec des partenaires de l'Allemagne, de l'Espagne, de la Hongrie, des Pays-Bas, de la République tchèque, du Royaume-Uni et de l'Association européenne des semences (ESA). Ce projet est en réalité la continuation du premier projet d'harmonisation des essais concernant les résistances aux maladies des plantes potagères, achevé en 2008, même si le nouveau projet traitera de sept résistances aux maladies des poivrons, des pois et des laitues. À la fin du mois de juin, une première rencontre a été organisée par le GEVES, coordinateur du projet, en vue d'obtenir un consensus parmi les partenaires en ce qui concerne le calendrier des travaux ainsi que les races/isolats et les variétés à utiliser à titre d'exemples. Au cours de la seconde moitié de 2012, les travaux ont été axés sur la description et la comparaison des tests existants en ce qui concerne les résistances analysées. La prochaine réunion du groupe devrait avoir lieu à la mi-mai 2013. Le projet devrait être finalisé en 2015.



Culture in vitro, Espagne



Citrons, Espagne

Analyse de l'impact des endophytes sur le phénotype de variétés de *Lolium perenne* et *Festuca arundinacea*

Ce projet est coordonné par l'OCVV, avec la collaboration des partenaires suivants: Bundessortenamt (Allemagne), ESA (obteneurs: DLF Trifolium et Barenbrug), FERA (Royaume-Uni), GEVES (France). Ce projet a pour objectif de préciser l'impact potentiel de la présence d'endophytes sur le phénotype de variétés de *Lolium perenne* (Lp) et *Festuca arundinacea* (Fa), et donc l'expression des caractéristiques observées lors des tests DHS, ainsi que les conséquences éventuelles sur le plan des exigences de qualité du matériel à soumettre. Le projet prévoit l'évaluation de quatre variétés de chaque espèce, à deux stades d'infection par les endophytes (0 % d'endophytes et 100 %). Ces variétés seront intégrées aux tests DHS routiniers pendant deux cycles de croissance en recourant au protocole technique approprié de l'OCVV. Les conclusions sont attendues à la fin de 2015. La préparation du matériel végétal a commencé en janvier 2013 de manière à ce que la phase d'installation des plantes puisse se dérouler en 2013.

Réduire le nombre de périodes obligatoires d'observation dans les essais DHS pour les variétés candidates du secteur fruitier

Ce projet est coordonné par l'OCVV, avec la collaboration des partenaires suivants: Bundessortenamt (Allemagne), Ciopora, Coboru (Pologne), CRA-FRU (Italie), GEVES (France), National Food Chain Safety Office (Hongrie), NPVO (République tchèque), OEVV (Espagne) et Plantum.

Les coûts engendrés par les essais DHS pour les variétés candidates fruitières sont relativement élevés par rapport aux variétés relevant d'autres secteurs. L'Office s'est engagé à examiner les manières de réduire ces coûts. La question avait été discutée collectivement avec des experts en espèces fruitières en 2009. Plusieurs options nécessitant un examen plus approfondi avaient été identifiées. L'une d'entre elles consistait à réduire le nombre de cycles obligatoires des essais DHS pour les variétés candidates.

Le projet vise: i) à déterminer s'il est réellement techniquement justifié d'obtenir deux récoltes satisfaisantes de fruits pour tirer des conclusions en ce qui concerne les critères DHS, et ii) à élaborer une description subséquente fiable de la variété. Cinq espèces seront considérées: le pêcher, le fraisier, le pommier, le framboisier et la vigne. Seront considérées les variétés soumises au protocole technique de l'OCVV et enregistrées (liste nationale, protection nationale des obtentions végétales, protection communautaire des obtentions végétales) depuis cinq ans.

Le projet a été approuvé par le président de l'Office à la fin de 2012. La durée sera de six mois. Les résultats pourraient mener à la réduction du nombre de cycles obligatoires des essais DHS pour les variétés candidates et, par voie de conséquence, à la réduction des coûts de l'examen DHS incombant aux demandeurs.

8.2. Suivi des projets de R & D finalisés

Collection européenne de variétés de roses

Pour assurer le suivi du projet, après une consultation avec des roséristes et des organisations professionnelles, il devient obligatoire de conserver un échantillon d'ADN du matériel végétal original présenté pour chaque examen technique. Une utilisation possible de cet échantillon serait d'autoriser la vérification — en cas de doute et pour autant que les techniques actuelles le permettent — de l'identité du matériel commandé en vue d'être cultivé comme référence lors d'un examen DHS, en comparant l'empreinte ADN du matériel reçu comme variété de référence avec l'empreinte de l'ADN stocké pour la même variété. Cet échantillon pourrait également être utilisé à la demande de l'obteneur en rapport avec l'application de ses droits. À l'avenir, cet échantillon pourrait être utilisé dans la gestion de la collection de référence.

Une procédure définissant les détails de l'échantillonnage de l'ADN dans le cadre de l'examen technique a été établie. Sur la base de cette procédure, un appel d'offres pour sélectionner un laboratoire a été lancé. En 2011, le Naktuinbouw a été habilité pour une période de quatre ans. L'échantillonnage a débuté au cours de l'examen DHS de 2011.

Il est obligatoire de conserver, conformément à la procédure établie, un échantillon de l'ADN du matériel végétal original présenté pour chaque examen technique d'une variété de rose. Les feuilles sont collectées dans les différents offices d'examen habilités (Bundessortenamt, Naktuinbouw et NIAB) avant d'être envoyées au laboratoire habilité (Naktuinbouw). C'est dans ce laboratoire que se réalisent l'extraction et le stockage de l'ADN. Depuis le début du projet, le Naktuinbouw a extrait et stocké l'ADN de 390 variétés candidates de roses testées en 2011 et 2012. Le projet pilote sera passé en revue à la fin de 2014.

Le coût de l'échantillonnage et de l'extraction sera pris en charge par l'Office.



Test de germination des semences, Pays-Bas



Examens DHS sur roses en pot, Allemagne

Gestion des collections de référence de pêcheurs

Ce projet collaboratif programmé sur trois ans entre les offices d'examen habilités de l'OCVV et leurs unités techniques qualifiées pour *Prunus persica* — CRA-FRU (Italie), GEVES et INRA (France), OMMI (Hongrie), et IVIA et CITA (Espagne) — s'est achevé à l'été 2011. Les partenaires du projet ont analysé un total de 510 variétés de pêcheurs issues de leurs collections de référence (notamment 12 variétés communes à tous ces offices) en fonction des quatre thèmes suivants: i) compilation des données morphologiques; ii) création de données numériques rationalisées; iii) génération de données moléculaires; iv) création d'une base de données phénotypiques et moléculaires des variétés.

Les principales conclusions du rapport final ont été présentées à l'OCVV en octobre 2011. Le GEVES, coordinateur du projet, a souligné que les informations échangées par les partenaires du projet avaient été très précieuses pour améliorer les descriptions phénotypiques des variétés de pêcheurs et pour structurer les collections de référence en fonction du contexte génétique des variétés les constituant. Le GEVES a élaboré une base de données de stockage et de gestion de toutes ces données (GEMMA), et il a été proposé que tous les partenaires du projet poursuivent l'actualisation de cette base de données afin de se doter d'une sélection plus efficace de variétés de comparaison pour l'examen DHS des pêcheurs.

L'Office a proposé un ensemble de mesures concrètes de suivi à étudier par le coordinateur de projet en concertation avec les autres partenaires, l'objectif étant d'améliorer la gestion des collections de référence dans les quatre offices d'examen habilités, ainsi que l'efficacité générale de l'examen des critères DHS des pêcheurs. Une première étape franchie sur cette voie fut une réunion tenue à la mi-octobre, au cours de laquelle les partenaires du projet ont discuté des questions liées à la contribution et à l'accès de chacun à la base de données GEMMA que gère le GEVES. Actuellement, des pourparlers portant sur des accords contractuels se déroulent entre l'Office et les partenaires du projet à ce sujet.

Construction d'un microsatellite intégré et élaboration d'une base de données des caractéristiques morphologiques clés des variétés de pommes de terre dans le catalogue commun de l'UE

Ce projet a débuté en avril 2006. Le rapport final a été reçu au printemps 2008. Les partenaires sont le Bundessortenamt (Allemagne), le Coboru (Pologne), le Naktuinbouw (Pays-Bas) et l'institut SASA (Royaume-Uni). Le projet a permis de créer une base de données reprenant les profils de marqueurs de variétés de pommes de terre, les caractéristiques morphologiques clés et une photothèque contenant des images de germes. L'objectif est d'identifier rapidement le matériel végétal d'une espèce à multiplication végétative dont le matériel de référence doit être transmis chaque année et de faciliter la gestion de la collection de référence. À la demande de l'association d'obteneurs ESA, l'éventuel recours à des méthodes moléculaires pour identifier les variétés aux fins de l'application des droits a été pris en considération. Plusieurs téléconférences ont été organisées en 2010 et 2011 avec les partenaires du projet et l'ESA afin de convenir du suivi à donner aux résultats du projet et des modalités de leur mise en œuvre dans le cadre de l'examen DHS. Un test d'étalonnage

a été organisé en 2012, impliquant les neuf offices d'examen habilités. L'accent a été placé sur l'harmonisation des descriptions de variétés issues des différents offices d'examen. Les résultats du test d'étalonnage et l'éventuel suivi sont actuellement à l'étude; cela sera l'objet d'une discussion en présence des mêmes experts lors d'une réunion sur un site d'examen DHS à Édimbourg, en juin 2013.

Une procédure pour l'envoi de tubercules de variétés candidates à un laboratoire, de manière à pouvoir extraire et décoder leur ADN afin d'assurer la gestion de la collection de référence, est actuellement discutée avec les partenaires du projet. Un appel d'offres en vue de la sélection de deux laboratoires est en cours de préparation. Actuellement, l'Office débat avec les partenaires du projet de l'élaboration d'un nouveau projet de suivi qui pourrait impliquer les neuf offices d'examen habilités pour la pomme de terre. Ce projet nécessiterait de prendre des décisions en ce qui concerne les droits d'accès et les implications financières.

Une deuxième option potentielle de l'UPOV pour le génotypage par polymorphisme mononucléotidique à haute densité de l'orge

Ce projet a été présenté par le National Institute of Agricultural Botany (NIAB, Royaume-Uni); l'accord de subvention a été signé à la fin de 2010. Le projet envisage trois démarches possibles: 1) calculer les corrélations entre les distances moléculaires et morphologiques; 2) quantifier les distances morphologiques et moléculaires par rapport au pedigree; 3) effectuer des sélections génomiques à des fins de prédictions phénotypiques. Si de telles corrélations existent et que des seuils de calibrage peuvent être définis pour le phénotype, cela pourrait constituer un puissant outil pour définir des groupes de variétés lors de l'étude de culture. Le projet a démarré au début de 2011, et le rapport final a été présenté en février 2012. La corrélation qui pourrait être établie ne permet pas de fixer des seuils de calibrage pour le phénotype; des travaux supplémentaires seraient en effet nécessaires. Actuellement, l'OCVV débat avec le coordinateur du projet de l'intérêt de mettre en place un éventuel projet de suivi.

9.

BUDGET ET FINANCES

9.1. Vue d'ensemble — Résultat

Le résultat de l'exécution du budget pour 2012 révèle une amélioration significative par rapport aux années antérieures en raison, essentiellement, des dépenses qui ont été moins élevées que prévu. Les recettes n'ont été que légèrement supérieures par rapport aux années précédentes, ce qui est partiellement imputable au nombre plus faible de demandes, dans la mesure où les demandeurs ont attendu la baisse annoncée de la taxe de demande à dater de janvier 2013.

Résultat net de l'exercice	En millions d'euros
Recettes budgétaires (a)	13,1
Dépenses budgétaires (b)	11,7
Solde budgétaire (c) = (a) – (b)	1,4
Recettes non budgétaires (d)	0,1
Résultat net de l'exercice budgétaire 2012 (e) = (c) + (d)	1,5

Le résultat net de l'exercice est légèrement supérieur à 1,5 million d'euros, ce qui représente près du double du résultat enregistré l'année dernière.

9.2. Recettes

Les recettes perçues par l'Office sont essentiellement composées de diverses taxes payées par les demandeurs et les titulaires d'une protection communautaire des obtentions végétales, et du produit des intérêts sur les comptes bancaires. Le montant total des recettes perçues en 2012 s'élevait à 13,15 millions d'euros.

	Variation (%)	2012 (en millions d'euros)	2011 (en millions d'euros)
Taxes	- 1,09	12,63	12,77
Intérêts bancaires	43,10	0,32	0,22
Autres recettes	—	0,20	0,01
Total des recettes	1,10	13,15	13,00

Le montant total des taxes perçues en 2012 s'est élevé à 12,635 millions d'euros, ce qui représente une diminution de 1,09 % par rapport à l'année précédente. Les revenus d'intérêts sont enregistrés pour les comptes de bilan à la date de perception réelle de l'intérêt. Dans les autres recettes figure une subvention de la Commission européenne à hauteur de 200 000 euros, octroyée dans le cadre du programme multibénéficiaire. Il n'y a pas eu de recette comparable l'année précédente.

9.3. Dépenses

En 2012, le montant total des dépenses actées et des engagements reportés s'est élevé à 11,74 millions d'euros, contre 12,3 millions en 2011.

	Variation (%)	2012 (en millions d'euros)	2011 (en millions d'euros)
Dépenses de personnel	- 2,03	5,56	5,67
Dépenses administratives	- 33,78	0,99	1,49
Dépenses opérationnelles	- 1,07	5,19	5,14
Total des dépenses	- 4,58	11,74	12,30

La grille des salaires du personnel de l'Office, régie par les niveaux fixés par le Conseil européen, est également susceptible de varier en fonction de l'inflation et de l'évolution des carrières. En 2012, les dépenses de personnel ont baissé en raison, essentiellement, du blocage actuel des montants des salaires au niveau du Conseil européen et de la Commission européenne. Les dépenses administratives ont significativement diminué en raison de la baisse des dépenses dans le secteur immobilier et dans celui de l'informatique principalement. Les dépenses opérationnelles, qui reprennent pour l'essentiel les rémunérations des offices d'examen, sont restées stables.

9.4. Conclusion

Le résultat net réalisé en 2012 est significativement plus élevé qu'en 2011. En 2013, la réduction de la taxe de demande, entrée en vigueur au début de l'année, devrait contribuer à ramener le résultat de l'exécution budgétaire à un niveau nettement inférieur.

10. TENDANCES ET ÉVOLUTIONS

10.1. Demandes de protection communautaire des obtentions végétales

En 2012, l'Office a reçu 2 868 demandes de protection communautaire d'obtentions végétales. Comme l'indique le graphique 1, ce chiffre représente une baisse de 9,92 % par rapport à l'année précédente (tous les chiffres étant basés sur la date de réception des documents de demande par l'Office).

Graphique 1

Évolution du nombre annuel de demandes de protection communautaire des obtentions végétales (1996-2012)

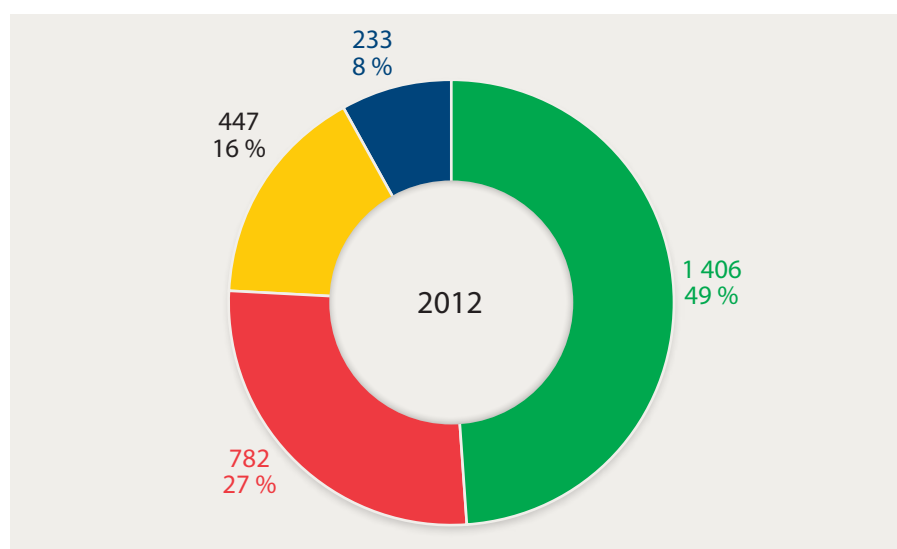


Le graphique 2 représente le nombre de demandes reçues en 2012 par secteur de culture.

Graphique 2

Parts du nombre de demandes par secteur de culture en 2012

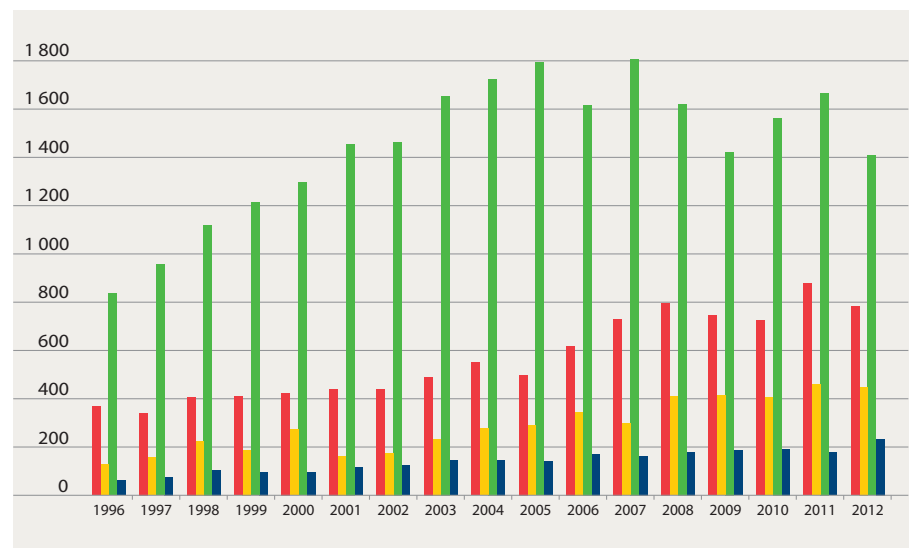
- Ornemental
- Agricole
- Potager
- Fruitier



Le graphique 3 présente l'évolution du nombre de demandes par secteur de culture depuis 1996. La seule augmentation sur le plan du nombre de demandes reçues en 2012 concerne le secteur fruitier (+ 30,90 %). En revanche, le nombre de demandes pour les variétés agricoles a connu une forte baisse (– 10,93 %) après avoir atteint un pic l'année précédente. Le nombre de demandes déposées pour les variétés ornementales a diminué (– 15,71 %), de même que pour les variétés potagères (– 2,83 %).

Graphique 3

Évolution du nombre de demandes par secteur de culture (1996-2012)



En 2012, 567 demandeurs ont sollicité une protection communautaire d'obtentions végétales. Le tableau suivant présente, pour chaque secteur de culture, les 15 plus grands demandeurs du régime communautaire, ainsi que le nombre de demandes qu'ils ont introduites en 2012. En nombre de demandes, les parts relatives de ces 15 grands demandeurs représentent, par secteur de culture (en ordre décroissant): 83,9 % pour les variétés potagères, 59,7 % pour les variétés agricoles, 57,5 % pour les variétés fruitières et 34,9 % pour les variétés ornementales. Cette classification ne reflète pas seulement la concentration particulière des obtenteurs dans le secteur potager, mais également le fait que, dans le cas des variétés ornementales, un nombre important de «petits» obtenteurs commerciaux souhaitent également obtenir la protection communautaire de leurs variétés. La concentration des obtenteurs peut être perçue comme un indicateur pour l'investissement dans chaque variété en fonction des recettes générées.

Secteur agricole

Les 15 plus grands demandeurs	Pays	Nombre de demandes introduites en 2012
Pioneer Overseas Corporation	États-Unis	93
Limagrain Europe SA	France	61
RAGT 2n SAS	France	54
KWS Saat AG	Allemagne	47
Pioneer Hi-Bred International Inc.	États-Unis	36
Adrien Momont et Fils SARL	France	27
Caussade Semences SA	France	21
Euralis Semences SAS	France	19
DLF-Trifolium A/S	Danemark	17
Maïsadour Semences SA	France	17
Norddeutsche Pflanzenzucht		
Hans-Georg Lembke KG	Allemagne	17
SESVanderHave NV/SA	Belgique	17
Monsanto Technology LLC	États-Unis	16
Syngenta Seeds Ltd	Royaume-Uni	13
Deutsche Saatveredelung AG	Allemagne	12
Total		467

Secteur potager

Les 15 plus grands demandeurs	Pays	Nombre de demandes introduites en 2012
Nunhems BV	Pays-Bas	62
Monsanto Holland BV	Pays-Bas	60
Enza Zaden Beheer BV	Pays-Bas	54
Syngenta Crop Protection AG	Suisse	51
Rijk Zwaan Zaadteelt en Zaadhandel BV	Pays-Bas	51
Vilmorin SA	France	20
Seminis Vegetable Seeds Inc.	États-Unis	15
Takii & Company Ltd	Japon	11
Crookham Company Inc.	États-Unis	9
Genista S.r.l. a Socio Unico	Italie	8
Pop Vriend Research BV	Pays-Bas	8
Sakata Vegetables Europe SAS	France	8
Elsoms Seeds Ltd	Royaume-Uni	6
Bejo Zaden BV	Pays-Bas	6
Semillas Fitó SA	Espagne	6
Total		375

Secteur fruitier

Les 15 plus grands demandeurs	Pays	Nombre de demandes introduites en 2012
Agro Selections Fruits SAS	France	21
PSB Produccion Vegetal SL	Espagne	20
Driscoll Strawberry Associates Inc.	États-Unis	17
Consorzio Italiano Vivaisti — Società consortile a r.l.	Italie	13
Florida Foundation Seed Producers Inc.	États-Unis	7
Institut de Recerca í Tecnologia Agroalimentaries (IRTA)	Espagne	7
The New Zealand Institute for Plant and Food Research Limited	Nouvelle-Zélande	7
Alma Mater Studiorum-Università di Bologna	Italie	6
Fall Creek Farm and Nursery Inc.	États-Unis	6
Jacques Marionnet GFA	France	6
Feno GmbH	Italie	5
Jean-Pierre Darnaud	France	5
Marie-France Bois	France	5
Sant'Orsola Società Cooperativa Agricola	Italie	5
Institut national de la recherche agronomique (INRA)	France	4
Total		134

Secteur ornemental

Les 15 plus grands demandeurs	Pays	Nombre de demandes introduites en 2012
Syngenta Crop Protection AG	Suisse	57
Tobias Dümmer	Allemagne	53
Anthura BV	Pays-Bas	47
Fides BV	Pays-Bas	45
Terra Nova Nurseries Inc.	États-Unis	42
Nils Klemm	Allemagne	35
Poulsen Roser A/S	Danemark	34
Ball Horticultural Company	États-Unis	27
Bernard Création Végétale (BCV) SARL	France	27
Suntory Flowers Limited	Japon	25
W. Kordes' Söhne Rosenschulen GmbH & Co. KG	Allemagne	25
Deliflor Royalties BV	Pays-Bas	24
Boeket Handelmaatschappij BV	Pays-Bas	17
Piet Schreurs Holding BV	Pays-Bas	17
Sande Breeding BV	Pays-Bas	16
Total		491

Les demandeurs hors UE doivent nommer un mandataire dont le siège social ou le domicile se situe dans l'UE pour traiter leurs demandes. Parfois, certaines sociétés mères situées hors des frontières de l'Union européenne désignent leur filiale dans l'Union européenne; c'est notamment le cas de Monsanto, Pioneer, Syngenta et Sakata. Les demandeurs ressortissants de l'UE n'ont pas cette obligation; toutefois, certains choisissent de confier la procédure de demande à un agent externe. En 2012, 1 307 demandes (45,57 %) ont été déposées par 136 mandataires. Le tableau ci-dessous reprend les 15 mandataires les plus «actifs» en 2012, avec au total 862 demandes introduites.

Nom du mandataire	Pays	Nombre de demandes introduites en 2012
Royalty Administration International CV	Pays-Bas	241
Syngenta Seeds BV	Pays-Bas	87
Pioneer Hi-Bred SARL	France	80
Hortis Holland BV	Pays-Bas	65
Deutsche Saatgutgesellschaft mbH Berlin	Allemagne	64
Pioneer Génétique SARL	France	49
Hans-Gerd Seifert	Allemagne	42
Limagrain Europe SA	France	42
Ronald Houtman Sortimentsadvies	Pays-Bas	35
Società Italiana Brevetti SpA	Italie	29
WürtenbergerKunze	Allemagne	28
Moerheim New Plant BV	Pays-Bas	27
Plantipp BV	Pays-Bas	26
Limagrain Nederland BV	Pays-Bas	25
Coöperatieve Nederlandse Bloembollencentrale UA	Pays-Bas	22
Total		862



Examens DHS sur *Euphorbia* L., Danemark



Examens DHS sur *Alstroemeria* L., Pays-Bas

10.1.1. Espèces ornementales

Représentant 49 % du nombre de demandes reçues en 2012, le secteur ornemental continue de former le plus grand groupe de demandes de protection communautaire d'obtentions végétales. Comme l'illustre le graphique 3, le secteur ornemental reste le plus important en termes de nombre de demandes introduites chaque année. Néanmoins, en 2012, la part de demandes déposées pour les espèces ornementales est passée, pour la première fois, sous le seuil des 50 %. Plusieurs raisons peuvent être avancées pour justifier cette chute du nombre de demandes: la fusion d'entreprises, la décision de ne pas protéger certaines variétés ou le choix de ne protéger que quelques variétés d'un ensemble donné, la décision de solliciter la protection offerte par un autre régime — brevet (lorsque c'est possible) ou marque — et le report des demandes de 2012 à 2013 afin de bénéficier de la taxe de demande réduite. De même, dans la mesure où les obtenteurs de variétés ornementales sont principalement des petites ou moyennes entreprises, le coût de la protection d'une variété représente une part plus élevée du budget que pour les grands acteurs.

L'une des particularités du secteur ornemental est la grande diversité des espèces. Pour bon nombre d'entre elles, le nombre de demandes est relativement bas.

Le tableau 1 présente les 10 espèces ornementales les plus importantes en termes de nombre de demandes. Les variations de l'importance de ces espèces sont, pour la plupart, fortuites — exception faite des orchidées. De même, en 2012, les roses et les chrysanthèmes sont restés, de loin, les espèces les plus importantes. Dans aucune espèce majeure, le nombre de demandes n'a pu atteindre le niveau de l'année précédente, à l'exception des œillets. Cette chute est particulièrement remarquable dans le cas des roses.

L'Office peut baser sa décision d'octroyer une protection communautaire d'obtentions végétales sur un examen technique effectué dans le cadre d'une précédente demande de protection d'obtention végétale dans un État membre de l'Union européenne. Ces reprises de rapports concernent moins de 5 % des variétés ornementales, ce qui représente un pourcentage nettement moins élevé que pour les variétés potagères ou agricoles, du fait

Tableau 1 — Nombre de demandes introduites pour les 10 principales variétés ornementales

Espèce (groupe)	2008	2009	2010	2011	2012	Total
<i>Rosa</i> L.	168	155	200	239	131	893
<i>Chrysanthemum</i> L.	157	162	175	153	146	793
<i>Phalaenopsis</i> Blume & x <i>Doritaenopsis</i> hort.	77	50	85	84	47	343
<i>Petunia</i> Juss. & <i>Calibrachoa</i> Llave & Lex.	53	78	77	58	54	320
<i>Pelargonium</i> L'Her. ex Aiton	67	49	44	74	45	279
<i>Gerbera</i> L.	77	63	37	58	36	271
<i>Lilium</i> L.	45	56	55	63	37	256
<i>Dianthus</i> L.	34	29	61	30	54	208
<i>Osteospermum</i> L.	40	28	32	24	24	148
<i>Impatiens</i> L.	39	18	30	22	17	126
Total	757	688	796	805	591	3 637

de l'absence, pour les variétés ornementales, de toute obligation d'inscription nationale officielle avant la commercialisation.

L'introduction, en 2010, du principe selon lequel tout office d'examen compétent peut être habilité pour l'examen DHS d'une espèce a engendré une situation dans laquelle, pour un certain nombre d'espèces ornementales, plusieurs offices d'examen sont désormais habilités à pratiquer l'examen DHS. Alors que, par le passé, il existait une situation de centralisation des essais, l'OCVV doit désormais désigner l'office d'examen qui sera chargé d'examiner une variété candidate donnée. C'est la raison pour laquelle le conseil d'administration de l'Office a étendu les critères que l'OCVV est tenu d'appliquer. Les experts en variétés ornementales ont néanmoins souhaité une meilleure centralisation eu égard aux espèces, et le conseil d'administration a confié à l'Office le soin d'avancer une proposition.

L'OCVV devra prendre en considération non seulement les conditions climatiques, mais aussi les souhaits de l'obteneur, ainsi que les autres variétés en cours d'examen. Ces nouveaux critères sont d'application depuis 2011. À ce stade, il semble que, la plupart du temps, les obtenteurs n'expriment pas une préférence contraire quant au choix du lieu d'examen technique désigné par l'OCVV.



Examens DHS sur *Mandevilla* Lindl., Pays-Bas



Examens DHS sur *Pelargonium Grandiflorum*, Allemagne



Examens DHS sur céréales, Bulgarie



Examens DHS sur orge, Finlande

10.1.2. Espèces agricoles

Juste après le pic enregistré en 2011, le nombre de demandes déposées en 2012 dans le secteur agricole révèle un déclin de 11 %. En 2012, les variétés agricoles représentaient 27 % de toutes les demandes. Ce déclin rétablit le nombre annuel de demandes à son niveau habituel.

Le tableau ci-après indique le nombre de demandes reçues chaque année pour l'ensemble des espèces agricoles depuis 2005, avec un total couvrant les années 1995 à 2012.

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	Total (1995-2012)
Toutes espèces agricoles	498	619	730	796	745	725	878	782	10 605

Le tableau 2 montre le nombre de demandes reçues pour les 10 principales espèces agricoles au cours des huit dernières années.

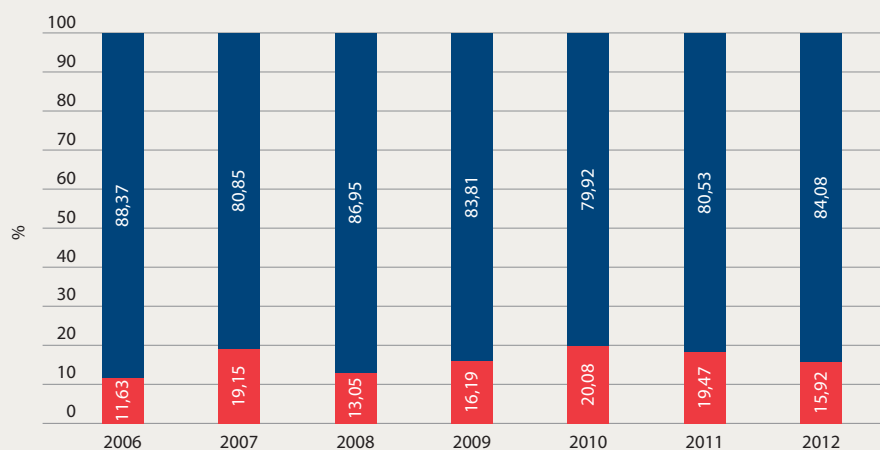
Tableau 2 — Nombre de demandes reçues pour les 10 principales espèces agricoles de 2005 à 2012, avec un total couvrant les années 1995 à 2012

Espèces	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	Total (1995-2012)
<i>Zea mays</i> L.	181	212	249	226	221	220	264	216	3 364
<i>Solanum tuberosum</i> L.	35	92	63	91	86	63	80	75	1 223
<i>Triticum aestivum</i> L. emend. Fiori et Paol.	53	76	91	87	76	92	115	85	1 217
<i>Brassica napus</i> L. emend. Metzg.	31	44	70	86	95	75	71	107	913
<i>Hordeum vulgare</i> L. sensu lato	46	46	54	68	67	56	60	72	896
<i>Helianthus annuus</i> L.	40	30	38	49	46	66	73	42	661
<i>Beta vulgaris</i> L. Ssp. <i>vulgaris</i> var. <i>altissima</i> Döll	3	8	17	4	18	7	18	17	258
<i>Triticum durum</i> Desf.	13	8	13	14	17	14	32	16	227
<i>Lolium perenne</i> L.	16	20	11	26	20	19	30	20	226
× <i>Triticosecale</i> Witt.	5	7	14	13	7	9	11	6	149

Graphique 4

Évolution (en pourcentage) du ratio des examens techniques par rapport aux reprises de rapports DHS dans le secteur agricole (2006-2012)

■ Examens techniques
■ Reprises de rapports



Comme au cours des années précédentes, le maïs reste l'espèce la plus importante dans le secteur agricole, même si, en 2012, le nombre de demandes pour cette espèce a diminué pour la première fois. Après une augmentation considérable des demandes pour le blé en 2011, ce sont les demandes pour le colza qui ont enregistré, en 2012, une forte augmentation par rapport à 2011 (+ 30 %). Bien que, en 2012, le nombre de demandes pour des variétés de la pomme de terre ait été plus faible que pour le blé, la pomme de terre a surclassé le blé en tant que deuxième espèce la plus importante à long terme.

Étant donné que la vaste majorité des demandes fait référence à des espèces relevant des directives de l'Union européenne sur les semences, environ 80 % des variétés pour lesquelles une demande de PCOV est déposée ont en réalité déjà été soumises à un examen DHS — ou sont en train de le passer — lors du dépôt de la demande. De ce fait, l'Office peut reprendre le rapport DHS produit par les offices d'examen habilités, conformément à l'article 27 du règlement (CE) n° 874/2009 de la Commission, s'il constitue une base suffisante pour prendre une décision. Dans le cas contraire, l'Office organise un examen technique auprès d'un office d'examen habilité.



Examens DHS sur riz, Espagne



Germes de pommes de terre, Irlande



Examens DHS sur poivrons, Espagne



Examens DHS sur laitues, Espagne

10.1.3. Espèces potagères

À l'instar du nombre global de demandes de protection communautaire des obtentions végétales déposées en 2012, le secteur potager enregistre une chute des demandes par rapport à 2011, année de pic. En effet, le nombre de demandes s'est élevé à 447, ce qui représente une légère baisse de 2,8 % par rapport aux données de 2011. Le chiffre final a été quelque peu relevé par 51 demandes tardives déposées en décembre.

Pour la première fois, le nombre d'octrois en ce qui concerne les espèces potagères, pour une année civile, a dépassé le nombre de demandes: 472 octrois contre 448 demandes. En effet, les offices d'examen ont beaucoup mieux respecté les délais de fourniture de leurs rapports, ce qui a permis de réduire les retards accumulés.

Les trois espèces potagères les plus représentées en ce qui concerne le nombre de demandes déposées annuellement sont restées les mêmes que les années précédentes: la laitue (104), la tomate (71) et le poivron (33), dans cet ordre, la première et la deuxième place restant incontestées. En 2012, on a observé un nouvel élan des demandes pour des variétés potagères hybrides, puisque ces dernières représentent 165 demandes, contre 67 demandes pour des variétés potagères de lignées parentales déposées au cours de la même période. Cela démontre toute la valeur et la nécessité d'aménager une protection des droits de propriété intellectuelle solide pour les obtenteurs, en dépit du fait que les variétés hybrides sont destinées à avoir leur propre protection biologique du fait de la disjonction des caractéristiques à la génération F2. Les cas documentés de multiplication végétative de variétés hybrides F1 dans les cultures précieuses sous serre, la sélection intensive au sein de la génération F2 dans l'oignon, et l'usage plus répandu du rétrocroisement doivent inciter les obtenteurs à chercher à se protéger adéquatement afin d'éviter l'exploitation abusive de leurs travaux.

La question des caractéristiques (obligatoires) de résistance aux maladies signalées par un astérisque continue de susciter le débat. L'association nationale des obtenteurs slovaques a porté l'affaire devant la cour constitutionnelle nationale. Cette dernière doit statuer sur la manière dont la législation slovaque doit être appliquée et décider si, aux fins de

l'inscription nationale des variétés, la législation européenne peut imposer l'obligation d'une sélection pour certaines résistances aux maladies. La décision de la Cour slovaque est attendue à la fin de 2013. D'ici là, l'Office n'abordera pas officiellement la problématique et applique un moratoire sur les nouvelles caractéristiques de résistance aux maladies signalées par un astérisque dans le cadre de ses protocoles techniques des espèces potagères. Cela étant, dans l'intervalle, l'Office a réfléchi à la problématique connexe de l'adoption potentielle d'une approche pratique nouvelle de l'utilisation des caractéristiques de résistance aux maladies et, avec l'assistance d'experts nationaux en cultures potagères et de représentants de l'ESA, a exploré la possibilité de laisser aux obtenteurs le soin de décider de la sélection de caractéristiques de résistance aux maladies plutôt que de l'imposer par le biais des protocoles de l'OCVV. Si elle était adoptée, cette approche pourrait avoir un impact important sur la manière de mener les examens techniques, particulièrement en ce qui concerne l'optimisation de la sélection de variétés de comparaison et l'ampleur de l'examen DHS. Des suggestions intéressantes ont été émises et, à ce jour, aucune option n'a été écartée. L'Office entreprendra de nouvelles études sur le sujet dans le courant de 2013.

En 2012, les discussions se sont poursuivies à propos de la réalisation de tests DHS «parallèles» sur les variétés potagères, lorsqu'une variété candidate présente deux cycles indépendants de croissance se déroulant presque simultanément en deux lieux distincts. L'avantage d'un tel mode opératoire est que, pour certaines espèces, la durée de l'examen technique peut être pratiquement divisée par deux. Le Naktuinbouw et le GEVES (les deux offices d'examen principaux de l'OCVV habilités pour les variétés potagères) ont fourni davantage de détails sur la manière dont ils appliquaient ce principe au niveau national aux Pays-Bas et en France. L'Office a proposé un projet de règles de travail à l'attention des offices d'examen habilités pour les espèces potagères. L'objectif est de préciser le fonctionnement d'un tel système en ce qui concerne les tests DHS demandés par l'OCVV. D'une manière générale, les offices d'examen se sont déclarés favorables à ce corpus de règles mais ont indiqué certaines améliorations à prévoir pour prendre en considération des circonstances particulières. De nouvelles améliorations seront apportées à ce corpus de manière à ce qu'il puisse être appliqué l'année prochaine.



Examens DHS sur tomates, Espagne



Examens DHS sur choux, Espagne



Examens DHS sur pommes, France



Examens DHS sur oranges, Espagne

Le nombre de demandes déposées en ligne à l'Office ne cesse de croître. En 2012, le taux d'utilisation des formulaires électroniques a atteint 60 % dans le secteur potager — il s'agit du taux le plus élevé tous secteurs confondus. Ce taux record résulte notamment de la création, en 2012, de 21 questionnaires techniques électroniques (e-TQ) pour les espèces potagères. Les demandeurs ont désormais à leur disposition 41 e-TQ. À la fin de 2013, tous les protocoles techniques (actuellement au nombre de 48) de l'OCVV dans le secteur potager devraient être disponibles sous forme d'e-TQ.

10.1.4. Espèces fruitières

En 2012, le nombre de PCOV dans le secteur fruitier a augmenté pour atteindre 232. À l'instar des années précédentes, les trois espèces les plus représentées sont, dans l'ordre: la pêche, la fraise et la pomme.

Les discussions avec les parties prenantes du secteur fruitier se sont poursuivies en 2012 en ce qui concerne la façon d'optimiser l'examen DHS pour ce secteur. Un projet de recherche et de développement (R & D) a été élaboré avec les offices d'examen habilités pour un ensemble d'espèces identifiées en 2011. Il s'agirait d'explorer les différences éventuelles de résultats entre les premier et deuxième cycles fruitiers satisfaisants pour des variétés ayant réussi l'examen DHS ces dernières années. Le projet doit permettre de déterminer si les différences entre deux cycles fruitiers sont significatives eu égard au résultat du rapport final d'examen et à la déclaration sur la distinction, l'homogénéité et la stabilité de la variété candidate. Si le projet devait montrer que, dans la plupart des cas, ces différences ne sont pas significatives, l'OCVV pourrait étudier la possibilité d'un seul cycle fruitier obligatoire pour les variétés candidates ne présentant aucune difficulté en ce qui concerne leur distinction, leur homogénéité et leur stabilité. Bien qu'une telle approche soit faisable pour les variétés fruitières issues de croisement, il pourrait toujours être nécessaire d'avoir au moins deux cycles fruitiers satisfaisants pour les variétés mutantes (par exemple la pomme).

Le nombre croissant d'offices d'examen habilités pour plusieurs espèces fruitières signifie que l'examen DHS de ces espèces a été «décentralisé». Si cet état de fait offre aux demandeurs un plus grand choix de lieux pour l'examen DHS, il peut également devenir source de confusion

dans la mesure où, pour des raisons climatiques, ces différents offices d'examen ont des périodes de soumission de matériel végétal différentes. Pour harmoniser la situation, un accord a été trouvé entre les offices d'examen habilités pour définir des dates de clôture communes pour la réception de nouvelles demandes, tout en maintenant leurs périodes de soumission de matériel végétal. Cette harmonisation permettra de garantir que toutes les demandes reçues par l'OCVV avant une certaine date, pour une espèce fruitière donnée, seront soumises à l'examen DHS lors du même cycle de culture, quel que soit le lieu d'examen. Ces nouvelles dates de clôture harmonisées ont été communiquées aux demandeurs pour les espèces fruitières à l'été 2012, afin qu'elles puissent entrer en vigueur pour la période de soumission 2012/2013.

Alors que les techniques biomoléculaires ne sont pas utilisées lors des examens DHS réalisés pour l'OCVV, un nombre croissant de demandeurs pour les espèces fruitières et de titulaires de titres utilisent des empreintes ADN pour mettre en œuvre leur protection communautaire des obtentions végétales. L'expérience a montré qu'une procédure classique doit prévoir un laboratoire spécialisé qui prélève un échantillon du matériel végétal (par exemple des feuilles) sur des plantes de la variété subissant l'examen DHS dans l'office d'examen habilité ou, en cas de variétés protégées, sur des plantes de la collection de référence de l'office d'examen qui a réalisé l'examen DHS. L'OCVV permet que de tels échantillons soient prélevés sur le matériel végétal qui a subi l'examen technique dans la mesure où il se trouve dans la collection de référence de l'office d'examen, pour autant qu'une demande officielle soit introduite par le demandeur/titulaire du titre de la variété en question. L'empreinte ADN de l'échantillon végétal officiel peut ensuite être comparée à l'empreinte ADN de plantes qui font l'objet d'une violation présumée des droits. Si les deux parties concernées ne trouvent pas d'accord, l'affaire peut ensuite être portée devant la justice par le demandeur/titulaire du titre de la variété en question. L'OCVV a appris que certains cas de violation de la protection communautaire des obtentions végétales pour des variétés fruitières ont déjà été jugés (notamment en Espagne) et que les jugements rendus étaient presque toujours en faveur du titulaire du titre, avec une sanction financière conséquente pour le contrevenant. L'OCVV estime que de telles actions démontrent l'importance de la mise en œuvre de la protection communautaire des obtentions végétales sitôt qu'elle a été octroyée de façon effective, notamment en ce qui concerne les arbres fruitiers pour lesquels l'examen DHS peut durer plusieurs années et parce que l'infraction peut avoir lieu



Vigne



Examens DHS sur vigne, Italie

pendant la période de protection provisoire entre la date de publication de la demande et la date à laquelle la protection est octroyée.

10.1.5. Origine des demandes

Depuis sa création, l'Office communautaire des variétés végétales a reçu des demandes provenant de plus de 50 pays. Presque chaque année, plus d'un tiers de toutes les demandes reçues provenaient des Pays-Bas, ce qui témoigne du rôle important joué par ce pays dans le secteur des obtentions. En 2012, néanmoins, la part des demandes issues des Pays-Bas est tombée à 31,2 %. Ce déclin reflète l'importance décroissante des variétés ornementales dans le régime communautaire de protection des obtentions végétales. Les Pays-Bas sont suivis d'assez loin par la France, l'Allemagne et les États-Unis. Au cours des années précédentes, le nombre de demandes provenant d'Allemagne était en général légèrement plus élevé que les demandes françaises — ici aussi, on observe une baisse des demandes dans le secteur ornemental. En 2012, seules des fluctuations mineures de l'origine des demandes ont été relevées. La carte ci-après présente une vue d'ensemble du nombre de demandes émanant des différents pays européens en 2012.



Le tableau 3 présente le nombre de demandes issues des 10 principaux pays hors UE.

Tableau 3 — Les 10 principaux pays hors UE d'où provenaient les demandes de PCOV en 2012

Pays du principal demandeur	Nombre de demandes reçues en 2012
États-Unis	350
Suisse	114
Japon	65
Australie	22
Nouvelle-Zélande	20
Israël	15
Thaïlande	14
Canada	5
République de Chine (Taiwan)	5
Afrique du Sud	4

10.2. Octroi des protections

En 2012, l'Office a octroyé 2 640 titres de protection communautaire, ce qui représente le nombre le plus élevé de protections jamais octroyées par l'OCVV au cours d'une année civile. Une liste détaillée de toutes les variétés protégées (au 31 décembre 2012) est publiée sur le site internet de l'Office, en annexe au présent rapport annuel.

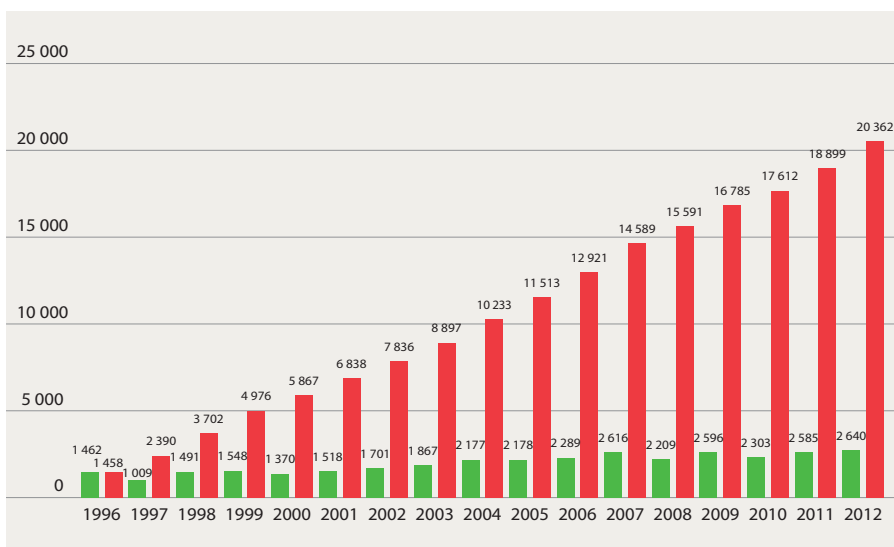
À la fin de l'année 2012, 20 362 titres de protection communautaire étaient en vigueur. Le graphique 5 présente le nombre de titres octroyés par année de 1996 à 2012 et illustre l'augmentation constante du nombre de variétés protégées par le régime communautaire.

L'évolution du nombre de titres de protection communautaire d'obtentions végétales en vigueur doit être considérée en conjonction avec le nombre de titres abandonnés (voir le graphique 6). Le nombre de titres octroyés l'emporte toujours aisément sur le nombre d'abandons. Dans la mesure où les variétés plus anciennes sont remplacées par de nouvelles variétés, le nombre d'abandons devrait approcher le nombre des demandes. L'augmentation régulière des abandons n'est donc pas surprenante. Toutefois, en 2011 et 2012, une baisse importante des abandons a été observée, ce qui révèle que les titulaires de titre ont, d'une manière générale, décidé de conserver leurs variétés protégées plus longtemps.

Graphique 5

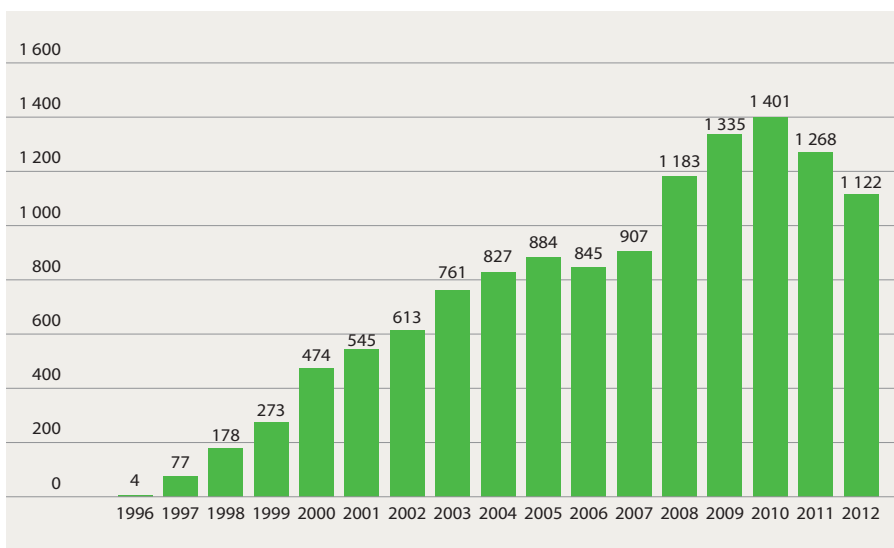
Protections communautaires
d'obtentions végétales octroyées
et protections toujours en vigueur
à la fin de chaque année par rapport
à celles octroyées par an (1996-2012)

■ Protections octroyées
■ Protections en vigueur
à la fin de chaque année



Graphique 6

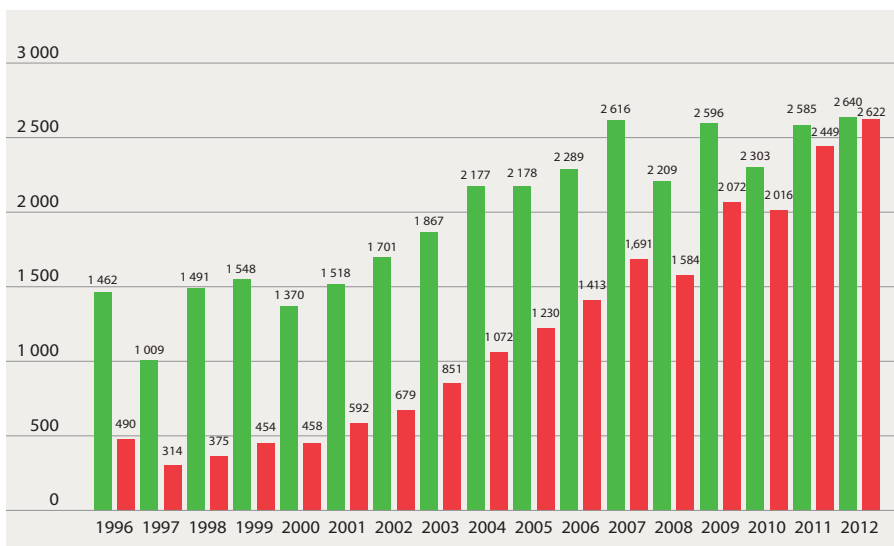
Nombre d'abandons de PCOV
(1996-2012)



Graphique 7

Nombre de protections octroyées
chaque année entre 1996 et 2012
et, parmi celles-ci, nombre de
protections toujours en vigueur
au 31 décembre 2012

■ Nombre de protections octroyées
■ Nombre de protections toujours en vigueur



Le graphique 7 présente le nombre de protections octroyées de 1996 à 2012 et le nombre de protections toujours en vigueur au 31 décembre 2012. De nombreuses protections sont abandonnées après quelques années. Le système de protection communautaire des obtentions végétales n'est pas encore assez ancien pour pouvoir déterminer le nombre de variétés dont la protection ira bel et bien jusqu'à son terme, c'est-à-dire vingt-cinq ou trente ans. Toutefois, les chiffres laissent entendre qu'il s'agira d'un faible pourcentage de l'ensemble des variétés ayant fait l'objet d'une protection. Ils suggèrent également que la période actuelle de protection est globalement bien adaptée aux besoins des obtenteurs, sans exclure toutefois la possibilité que certaines espèces soient dans des situations particulières.

À la fin de l'année 2012, sur les 33 559 protections octroyées au total, 20 362 (60 %) étaient toujours actives. Le tableau 4 indique que les variétés fruitières sont généralement protégées plus longtemps et que, dans chaque secteur de culture, la situation varie d'une espèce à l'autre. De nombreuses raisons peuvent expliquer ce phénomène, notamment un changement des préférences des consommateurs, les tendances en matière d'obtention, des différences d'intensité dans les activités d'obtention ou le temps et les dépenses nécessaires pour développer de nouvelles variétés.

Tableau 4 — Pourcentage des protections octroyées toujours en vigueur au 31 décembre 2012

Secteur de culture	Espèce	Proportion (%)
Agricole		63
	<i>Hordeum vulgare</i> L. sensu lato	56
	<i>Zea mays</i> L.	60
	<i>Triticum aestivum</i> L. emend. Fiori et Paol.	64
	<i>Solanum tuberosum</i> L.	70
	<i>Festuca rubra</i> L.	89
Potager		70
	<i>Cichorium endivia</i> L.	52
	<i>Lactuca sativa</i> L.	62
	<i>Solanum Lycopersicum</i> L.	79
	<i>Capsicum annuum</i> L.	84
	<i>Daucus carota</i> L.	89
Ornemental		56
	<i>Gerbera</i> L.	26
	<i>Chrysanthemum</i> L.	52
	<i>Rosa</i> L.	53
	<i>Phalaenopsis</i> Blume et <i>Doritaenopsis</i> hort.	73
	<i>Clematis</i> L.	94
Fruitier		81
	<i>Fragaria</i> × <i>ananassa</i> Duch.	68
	<i>Prunus persica</i> (L.) Batsch	80
	<i>Malus domestica</i> Borkh.	84
	<i>Prunus avium</i> (L.) L.	90
	<i>Prunus domestica</i> L.	83

10.3. Examens techniques

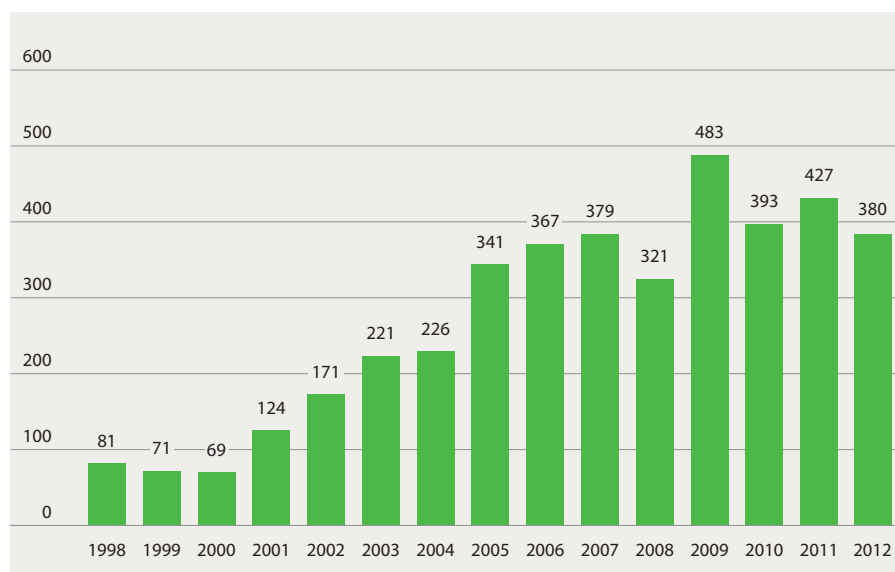
En 2012, l'OCVV a réalisé 1 793 examens techniques, soit 223 de moins qu'en 2011. Cette diminution est liée à la diminution du nombre de demandes. En ce qui concerne les secteurs potagers et agricoles, un grand nombre d'examen techniques ont déjà été réalisés dans le cadre de la procédure d'inscription sur les listes nationales. Pour autant que ces examens techniques aient été réalisés par un office d'examen habilité, l'OCVV peut baser sa décision d'octroyer la protection communautaire des obtentions végétales sur l'examen technique réalisé dans le cadre d'une demande d'inscription nationale.

10.3.1. Ventes de rapports

Il est fréquent que les autorités nationales de nombreux pays du monde fondent leurs décisions relatives aux demandes de protection des obtentions végétales sur les examens techniques réalisés pour le compte de l'OCVV (coopération internationale, reprise de rapports). Le graphique 8 illustre le nombre de rapports mis par l'Office à la disposition des autorités nationales.

Graphique 8

Évolution du nombre de rapports d'examen DHS mis à la disposition d'autres autorités de protection des obtentions végétales (1998-2012)



À la fin de 2012, l'Office avait vendu 4 054 rapports techniques à 51 pays. Au cours de cette année, l'Amérique du Sud est restée la région introduisant le plus de demandes (tableau 5). D'une manière générale, la plupart des demandes concernent des variétés du secteur ornemental.

L'Office a adopté une approche flexible concernant la taxe convenue dans le cadre de l'UPOV pour la mise à disposition des rapports: les pays demandeurs peuvent soit payer cette taxe directement à l'OCVV, soit laisser l'Office envoyer la facture au demandeur dans son pays. Le rapport est toujours envoyé aux autorités nationales.

Tableau 5 — Liste des 10 pays ayant acheté le plus de rapports techniques DHS à l'OCVV (1998-2012)

Pays	Nombre de rapports achetés
Israël	545
Brésil	423
Équateur	380
Colombie	365
Suisse	322
Kenya	248
Norvège	230
Canada	228
Nouvelle-Zélande	199
France	177

10.3.2. Relations avec les offices d'examen

10.3.2.1. Seizième réunion annuelle avec les offices d'examen

En décembre 2012, l'Office a organisé sa 16^e réunion annuelle avec ses offices d'examen, à laquelle ont également assisté des représentants de la Commission européenne, du bureau de l'UPOV et des organisations d'obteneurs, la Ciopora, l'ESA et Plantum. Les principaux sujets de discussion ont été les suivants:

- le statut du matériel végétal présenté pour les collections de référence;
- le *Bulletin* de l'Office fournissant les dates de clôture pour le dépôt des demandes et les conditions de soumission du matériel végétal;
- l'accès aux examens DHS;
- l'interprétation des formulations «période de test», «période d'observation» dans le rapport final et la description variétale;
- les rapports relatifs aux vérifications techniques;
- les nouvelles notes explicatives accompagnant les orientations du conseil d'administration relatives à l'éligibilité des dénominations variétales;



Réunion annuelle avec les offices d'examen, décembre 2012, Angers



Réunion annuelle avec les offices d'examen, décembre 2012, Angers

- la coopération avec l'OHMI;
- la base de données Variety Finder et la coopération en matière d'examen des dénominations variétales;
- différents points juridiques, au rang desquels le principe «une clé ouvre plusieurs portes», selon lequel un seul examen DHS serait suffisant pour l'inscription sur une liste officielle et pour l'octroi de la protection de l'obtention végétale, ainsi que la présentation des arrêts rendus par la Cour de justice de l'Union européenne.

Par ailleurs, les participants ont reçu des informations sur l'échange électronique de documents avec les offices d'examen, sur le premier cycle d'audits (2010-2012) des offices d'examen, ainsi que sur les projets de recherche et de développement.

10.3.2.2. Élaboration des protocoles de l'OCVV

En 2012, des experts des offices d'examen des États membres ont été invités à collaborer à l'élaboration ou à la révision de protocoles techniques pour les essais DHS. Ceux-ci ont ensuite été approuvés par le conseil d'administration ou devraient l'être en 2013. Les réunions suivantes ont été organisées:

- experts en espèces agricoles: le protocole révisé pour le colza a été adopté en novembre 2011. Les protocoles révisés pour l'orge et le riz ont été adoptés en mars 2012. La discussion sur les protocoles s'est poursuivie pour l'orge et a repris en ce qui concerne la révision des protocoles pour le blé dur, les graines de lin, le lin et le chanvre;
- experts en espèces fruitières: les discussions ont porté sur la révision des protocoles techniques pour la pêche, le prunier japonais, la fraise, le kiwi, le camerisier bleu, la groseille à maquereaux, la groseille blanche/rouge, et sur les nouveaux protocoles techniques pour l'amande et l'olive, qui ont tous été approuvés par le conseil d'administration en 2012;
- experts en espèces potagères: la révision des protocoles techniques pour la tomate et l'épinard a été approuvée en 2012. À la fin de 2012, des discussions ont porté sur la révision des protocoles pour l'artichaut/le cardon, le panais et le radis/radis noir, ainsi que sur la révision partielle du protocole pour la tomate, le haricot et l'épinard. Tous devraient être approuvés en 2013. Il s'agira des premiers protocoles techniques de l'OCV à utiliser le nouveau «modèle»;



Réunion des experts en culture ornementale, septembre 2012, Angers



Réunion des experts en culture fruitière, octobre 2012, Angers



Réunion des experts en culture agricole, octobre 2012, Angers



Réunion des experts en culture potagère, décembre 2012, Angers

- experts en espèces ornementales: les nouveaux protocoles techniques ont été adoptés pour *Echinacea* et *Heuchera*. En outre, les protocoles techniques pour *Lilium* et *New Guinea Impatiens* ont été révisés.

10.3.2.3. Réunions des experts en culture

Deux réunions avec des experts en espèces agricoles se sont tenues en 2012. La première a été organisée aux Pays-Bas dans le cadre du test d'étalonnage de la pomme de terre, mené en 2012 par neuf offices d'examen habilités.

La seconde a eu lieu en octobre. Elle avait pour objectif la préparation des révisions des protocoles techniques pour l'orge, le blé dur, les graines de lin et le lin, ainsi que le chanvre.

D'autres thèmes ont été repris, notamment la manière de tenir compte de la disjonction des caractéristiques des hybrides trois voies dans le protocole technique pour l'orge, et le standard d'homogénéité à utiliser pour les croisements de lignées parentales mâle-stériles dans les hybrides trois voies. La discussion s'est également poursuivie à propos des variétés d'orge de printemps dont le critère de distinction est difficile à établir: les offices d'examen ont partagé leur expérience sur les nouvelles caractéristiques qui pourraient permettre de résoudre ce problème.

Pour le colza, le thème de l'examen des lignées parentales lorsqu'une variété hybride fait l'objet d'une demande a été repris et poursuivi. Il a été convenu qu'en ce qui concerne les hybrides, selon le protocole technique, les lignées parentales doivent être testées de la même manière que n'importe quelle variété.

Les offices d'examen qui ont participé au test d'étalonnage du riz pour la révision du protocole technique ont présenté leur rapport. Les résultats sont reflétés dans le protocole révisé qui a été présenté au conseil d'administration pour adoption en mars 2012.

Le groupe d'experts a assisté à une brève présentation de l'état d'avancement de tous les projets de R & D en cours et bénéficié d'informations plus détaillées sur les projets portant sur les roses et les pommes de terre. Le projet sur les pommes de terre présente une similarité avec celui sur



Réunion d'experts, tests d'étalonnage sur la pomme de terre, juillet 2012, Pays-Bas

les roses en ce qui concerne l'extraction de l'échantillon d'ADN et la détermination du profil des variétés candidates.

Sur la base de l'hypothèse qu'une infection par des endophytes peut exercer un impact sur l'expression des caractéristiques des variétés d'herbe, les experts ont été informés du lancement, à la fin de 2012, d'un projet de R & D destiné à confirmer ou infirmer cette hypothèse.

Une réunion d'experts en culture fruitière a été organisée en octobre pour discuter des points suivants: les nouveaux protocoles techniques et les protocoles techniques révisés dans le secteur fruitier; la documentation phytosanitaire et la poursuite de l'harmonisation des exigences de présentation en ce qui concerne la pêche et la vigne; le thème en cours de la faisabilité de la réduction de la durée et des coûts des examens techniques pour les fruits; la distinction et les distances minimales pour les mutations de la pomme; ainsi que les résultats et les conclusions du projet de R & D «Gestion des collections de référence de pêcheurs».

Une réunion avec les experts en culture ornementale s'est tenue au mois de septembre. Les discussions les plus importantes ont porté sur: la modification de la date de clôture pour le dépôt des demandes et du calendrier pour la présentation du matériel végétal pour les variétés de roses de jardin, la centralisation possible de l'examen DHS d'espèces réputées petites, les éventuels examens supplémentaires au cas où toutes les caractéristiques n'auraient pas été observées pendant le nombre prévu de cycles, l'interprétation des formulations «période d'examen» (rapport final), «période d'observation» (description variétale), l'élaboration d'un questionnaire technique de l'OCV basé sur les protocoles nationaux et la publication S2 pour les espèces mineures.

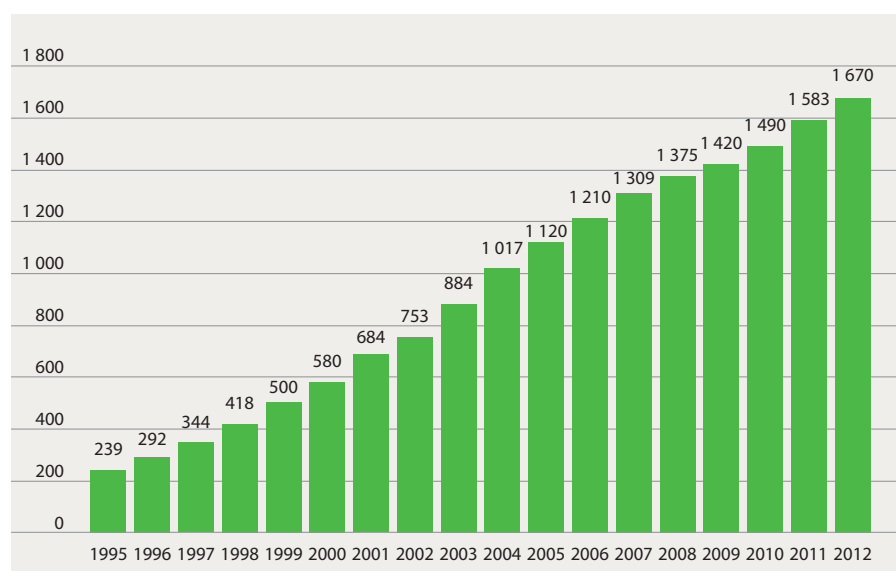
En décembre, une réunion d'experts en culture potagère a été organisée pour discuter: des protocoles mentionnés ci-dessus; des modes opératoires sur deux cycles de croissance «parallèles» pour l'examen DHS des variétés potagères; de questions d'examen des résistances aux maladies; des différences relevées entre les réponses au questionnaire technique et les caractéristiques observées sur le matériel végétal présenté; de l'amélioration de la coopération entre offices d'examen habilités; et des possibilités qu'offre un nouveau projet de R & D concernant les effets de certains traitements d'amorçage des semences sur l'examen DHS des variétés candidates.

10.3.2.4. Nouvelles espèces

En 2012, le conseil d'administration de l'OCVV a habilité des offices d'examen pour des taxons botaniques issus de ce que l'on appelle les inventaires des nouvelles espèces. Il convient de noter à ce propos qu'à la suite de l'introduction du nouveau système d'audit qualité, les offices d'examen déclarent à l'OCVV qu'ils respectent les exigences de qualité relatives à une «nouvelle espèce» donnée. En conséquence, l'OCVV n'effectue aucune sélection des offices d'examen lorsqu'il prépare une proposition d'habilitation pour le conseil d'administration. Le tableau suivant présente les taxons botaniques pour lesquels de nouveaux offices d'examen ont été habilités en 2012 en vue de réaliser l'examen technique. Le graphique 9 montre l'évolution du nombre de taxons pour lesquels l'Office a reçu des demandes de protection communautaire des obtentions végétales.

Graphique 9

Évolution du nombre de taxons botaniques pour lesquels l'OCVV a reçu des demandes (1995-2012)



Taxon botanique	Office d'examen habilité
<i>Abelmoschus manihot</i> (L.) Medik.	Naktuinbouw , NL NIAB , UK
<i>Acer rubrum</i> L.	Bundessortenamt , DE Naktuinbouw , NL Coboru , PL NIAB , UK
<i>Actaea pachypoda</i> Elliott	Naktuinbouw , NL NIAB , UK
<i>Agaricus bisporus</i> (Lange) Imbach	Central Agricultural Office , HU
<i>Agaricus subrufescens</i> Peck	National Food Chain Safety Office , HU
<i>Aglaonema commutatum</i> Schott var. (Engl.) Nicolson × <i>Aglaonema crispum</i> (Pitcher & R. F. Manda) Nicolson	Naktuinbouw , NL
<i>Aglaonema commutatum</i> Schott × <i>Aglaonema philippinense</i> Engl. var. <i>stenophyllum</i> (Merr.) R. N. Jervis (syn. <i>Aglaonema stenophyllum</i> Merr.)	Naktuinbouw , NL
<i>Aloe aristata</i> Haw. × <i>Haworthia margaritifera</i> (L.) Haw	Naktuinbouw , NL
<i>Aspidistra elatior</i> Blume	Naktuinbouw , NL
<i>Aspidistra montevidensis</i> (Spreng.) Kuntze	Bundessortenamt , DE Naktuinbouw , NL NIAB , UK
<i>Baptisia tinctoria</i> (L.) R. Br.	Bundessortenamt , DE
<i>Brassica oleracea</i> L. convar. <i>capitata</i> (L.) Alef. var. <i>alba</i> DC. × <i>Brassica oleracea</i> L. convar. <i>capitata</i> (L.) Alef. var. <i>rubra</i> (L.) Thell.	UKZUZ , CZ GEVES , FR Naktuinbouw , NL
<i>Buddleja crispa</i> Benth. × <i>Buddleja marrubiifolia</i> Benth.	GEVES , FR
<i>Carex laxiculmis</i> Schwein.	University of Aarhus , DK Naktuinbouw , NL NIAB , UK
<i>Cercidiphyllum japonicum</i> Siebold & Zucc.	Naktuinbouw , NL
<i>Cordyline banksii</i> Hook. f. × <i>Cordyline pumilio</i> Hook. f.	Naktuinbouw , NL NIAB , UK
<i>Corydalis elata</i> Bureau et Franch. × <i>C. flexuosa</i> Franch.	Naktuinbouw , NL NIAB , UK
<i>Dianthus chinensis</i> L.	Naktuinbouw , NL
<i>Digitalis purpurea</i> L. × <i>Isoplexis canariensis</i> (L.) Lindl.	Naktuinbouw , NL NIAB , UK
<i>Disporum cantoniense</i> (Lour.) Merr.	Naktuinbouw , NL NIAB , UK
<i>Dracaena concinna</i> Kunth.	Naktuinbouw , NL
<i>Echeveria agavoides</i> Lem.	Naktuinbouw , NL
<i>Echeveria</i> DC. × <i>Graptopetalum bellum</i> (Moran & J. Meyrán) D. R. Hunt (syn. <i>Tacitus bellus</i> Moran & J. Meyrán)	Naktuinbouw , NL
<i>Echeveria elegans</i> Rose × <i>E. pulidonis</i> E. Walther	Naktuinbouw , NL
<i>Echeveria lilacina</i> Kimnach & R. C. Moran × <i>E. pulidonis</i> E. Walther	Naktuinbouw , NL
<i>Ficus americana</i> Aubl. subsp. <i>guianensis</i> (Ham.) C. C. Berg	Naktuinbouw , NL
<i>Gazania maritima</i> Levyns × <i>Gazania rigens</i> (L.) Gaertn.	Bundessortenamt , DE Naktuinbouw , NL NIAB , UK
<i>Hippeastrum yungacense</i> (Cárdenas & I. S. Nelson) Meerow	Naktuinbouw , NL
<i>Hypericum</i> × <i>moserianum</i> André	Naktuinbouw , NL
<i>Lampranthus bicolor</i> (L.) N. E. Br. × <i>L. pocockiae</i> N. E. Br.	Bundessortenamt , DE Naktuinbouw , NL
<i>Ligustrum ovalifolium</i> Hassk.	Bundessortenamt , DE Naktuinbouw , NL NIAB , UK
<i>Lobelia alsinoides</i> Lam. (syn. <i>Lobelia trigona</i> Roxb.) × <i>Lobelia erinus</i> L.	Bundessortenamt , DE Naktuinbouw , NL

<i>Lycium barbarum</i> L.	Bundessortenamt , DE
<i>Mecardonia acuminata</i> (Walter) Small	Bundessortenamt , DE
	Naktuinbouw , NL
	NIAB , UK
<i>Medinilla</i> Gaudich.	Naktuinbouw , NL
<i>Mimulus</i> × <i>hybridus</i> hort. ex Voss (syn: <i>Mimulus tigrinus</i> hort. <i>M. guttatus</i> × <i>M. luteus</i>)	Naktuinbouw , NL
	NIAB , UK
<i>Nepenthes ampullaria</i> Jack × <i>Nepenthes ventricosa</i> Blanco	Naktuinbouw , NL
<i>Otomeria oculata</i> S. Moore	Bundessortenamt , DE
	Naktuinbouw , NL
<i>Pachyphytum hookeri</i> (Salm-Dyck) A. Berger [syn. <i>Echeveria hookeri</i> (Salm-Dyck) Lem.] × <i>Echeveria agavoides</i> Lem.	Naktuinbouw , NL
<i>Paphiopedilum</i> Pfitzer	Naktuinbouw , NL
<i>Peperomia marmorata</i> Hook. f. × <i>Peperomia metallica</i> L. Linden & Rodigas	Naktuinbouw , NL
<i>Pieris formosa</i> (Wall.) D. Don × <i>Pieris japonica</i> (Thunb.) D. Don ex G. Don	Bundessortenamt , DE
	Naktuinbouw , NL
<i>Platyterium ridleyi</i> Christ	Naktuinbouw , NL
<i>Prunus cerasus</i> L. × <i>Prunus avium</i> (L.) L.	Bundessortenamt , DE
	GEVES , FR
	Coboru , PL
<i>Prunus cerasus</i> L. × [<i>Prunus avium</i> (L.) L. × <i>Prunus canescens</i> Bois]	Bundessortenamt , DE
	GEVES , FR
	Coboru , PL
<i>Prunus incisa</i> Thunb.	Naktuinbouw , NL
	NIAB , UK
<i>Pyrus</i> × <i>bretschneideri</i> Rehder × <i>P. pyrifolia</i> (Burm. f.) Nakai	GEVES , FR
	CRA-FRU , IT
<i>Quercus palustris</i> Münchh.	Bundessortenamt , DE
	Coboru , PL
<i>Rhipsalis baccifera</i> (J. S. Muell.) Stearn subsp. <i>baccifera</i>	Naktuinbouw , NL
<i>Ricinus communis</i> L.	GEVES , FR
<i>Robinia</i> × <i>margaretta</i> Ashe	NIAB , UK
<i>Rubus chamaemorus</i> L.	Naktuinbouw , NL
<i>Rudbeckia subtomentosa</i> Pursh	Naktuinbouw , NL
	NIAB , UK
<i>Sarcococca hookeriana</i> Baill.	Naktuinbouw , NL
	NIAB , UK
<i>Solanum torvum</i> Sw.	GEVES , FR
	Naktuinbouw , NL
<i>Solidago canadensis</i> L.	Naktuinbouw , NL
<i>Strobilanthes anisophylla</i> (Lodd. et al.) T. Anderson	Naktuinbouw , NL
	NIAB , UK
<i>Styrax japonicus</i> Siebold & Zucc.	Naktuinbouw , NL
<i>Vicia villosa</i> Roth	GEVES , FR
× <i>Burrageara</i> hort.	Naktuinbouw , NL

10.4. Agents de liaison techniques

L'OCVV s'efforce d'entretenir une relation de travail étroite et efficace avec ses offices d'examen et les offices nationaux des États membres. C'est la raison pour laquelle, en 2002, l'Office a officiellement mis en place un réseau d'agents de liaison responsables au niveau technique dans les États membres, à savoir les «agents de liaison techniques». Ces agents de liaison jouent un rôle déterminant dans les relations entre l'Office et ses offices d'examen.

Les principes suivants s'appliquent:

- les agents de liaison techniques sont désignés par le membre habilité du conseil d'administration;
- chaque État membre dispose d'un seul agent de liaison technique;
- les changements d'agents de liaison techniques sont communiqués à l'OCVW par l'intermédiaire du membre habilité du conseil d'administration.

Le rôle de l'agent de liaison technique peut en général être défini comme celui de point de contact pour l'Office à un niveau technique. Cela signifie notamment que:

- les invitations à la réunion annuelle des offices d'examen sont adressées en premier lieu à l'agent de liaison technique. Si celui-ci n'assiste pas à la réunion en personne, il communique à l'OCVW le nom de la personne qui s'y rendra à sa place;
- les invitations aux groupes d'experts au niveau technique sont adressées en premier lieu à l'agent de liaison technique chargé de la nomination à l'OCVW de l'expert concerné. Lorsqu'un groupe a été mis sur pied, les communications et les invitations ultérieures sont directement adressées à l'expert désigné;
- l'agent de liaison technique est la personne chargée à l'échelon national de la diffusion des informations ayant une pertinence technique en ce qui concerne le régime de protection communautaire des obtentions végétales dans son pays ou au sein de son administration, à savoir informer les collègues (experts en culture) des conclusions dégagées lors de la réunion annuelle des offices d'examen, etc.;
- les études techniques, qui sont envoyées par l'OCVW pour collecter des informations, sont communiquées aux agents de liaison techniques. Citons, à titre d'exemple:
 - les procédures relatives aux nouvelles espèces, en vue de préparer la proposition de nomination des offices d'examen au conseil d'administration,
 - les questionnaires concernant les dates de clôture, les exigences de qualité, les essais relatifs aux organismes génétiquement modifiés (OGM), etc.;
- pour ce qui est des communications techniques générales, l'Office contacte d'abord les agents de liaison techniques. Des problèmes spécifiques, concernant par exemple une variété donnée, peuvent être abordés, en première instance, directement avec l'expert en culture de l'office d'examen et l'expert concerné au sein de l'OCVW.

La version actualisée de la liste des agents de liaison techniques désignés (au 31 décembre 2012) est présentée ci-dessous:

John Austin	Executive Agency of Variety Testing Ministry of Agriculture and Food Field Inspection and Seed Control Bulgarie
Bronislava Bátorová	ÚKSÚP Central Controlling and Testing Institute in Agriculture Variety Testing Department Slovaquie
Dimitrios Batzios	Ministry of Rural Development and Food Variety Research Institute of Cultivated Plants Grèce
John Claffey	Department of Agriculture, Food and the Marine Office of the Controller of Plant Breeders' Rights Irlande
Elena Craita Checiu	State Office for Inventions and Trademarks Roumanie
Ana Paula Cruz de Carvalho	DGADR Direcção-Geral de Agricultura e Desenvolvimento Rural Divisão de Sementes, Variedades e Recursos Genéticos Portugal
Maureen Delia	Seeds and Other Propagation Material Unit Plant Health Directorate Agriculture and Fisheries Regulation Division Ministry for Resources and Rural Affairs Malte
Gerhard Deneken	Ministry of Food, Agriculture and Fisheries Danish AgriFish Agency Department of Variety Testing Danemark
Kees van Ettekoven	Naktuinbouw Pays-Bas
Barbara Fűrnweger	Bundesamt für Ernährungssicherheit Autriche
Zsuzanna Füstös	Central Agricultural Office Hongrie
Primoz Grižon	Ministry of Agriculture, Forestry and Food Phytosanitary Administration of the Republic of Slovenia Slovénie
Joël Guiard	GEVES Groupe d'étude et de contrôle des variétés et des semences France
Sigita Juciuvienė	Ministry of Agriculture Lithuanian State Plant Service Lituanie

Sofija Kalinina	Ministry of Agriculture of the Republic of Latvia State Plant Protection Service Lettonie
Marcin Król	Coboru Centralny Ośrodek Badania Odmian Roślin Uprawnych Pologne
Paivi Mannerkopi	Commission européenne Direction générale de la santé et des consommateurs Unité E.2 «Santé des végétaux» Belgique
Kyriacos Mina	Ministry of Agriculture, Natural Resources and Environment Agricultural Research Institute Chypre
Kaarina Paavilainen	Finnish Food Safety Authority Evira Finlande
Laima Puur	Agricultural Board Estonie
Mara Ramans	Food and Environment Research Agency (FERA) Royaume-Uni
Beate Rücker	BSA Bundessortenamt Allemagne
Radmila Safarikova	UKZUZ Central Institute for Supervising and Testing in Agriculture République tchèque
Luis Salaices Sánchez	OEVV Oficina Española de Variedades Vegetales Ministerio de Medio Ambiente y Medio Rural y Marino Espagne
Françoise De Schutter	OPRI Office de la propriété intellectuelle Belgique
Karin Sperlingsson	Statens Jordbruksverk Suède
Domenico Strazzulla	Ministero delle Politiche Agricole Alimentari e Forestali Dipartimento della Politiche Competitive del Mondo Rurale e della Qualità Italie
Marc Weyland	Administration des services techniques de l'agriculture Service de la production végétale Luxembourg

11. DÉNOMINATIONS VARIÉTALES



Examens DHS sur *Lavendula L.*, France

11.1. Nouvelles notes explicatives accompagnant les orientations du conseil d'administration relatives aux dénominations variétales

À plusieurs reprises, l'Office a reçu des commentaires de certaines parties prenantes indiquant que son interprétation des règles relatives à l'éligibilité des dénominations variétales était perçue comme trop stricte ou manquant de clarté. C'est la raison pour laquelle, en 2011, l'Office a proposé d'organiser un groupe de travail destiné à informer les parties prenantes des considérations prises en compte lors de l'interprétation desdites règles. Des représentants de la Commission européenne, de sept États membres, ainsi que de toutes les associations d'obteneurs observateurs au conseil d'administration ont participé à ce groupe de travail.

La rencontre a été ponctuée d'échanges de vues et de propositions concrètes, et il s'est avéré que la plupart des commentaires concernaient, en réalité, les notes explicatives et non les orientations elles-mêmes. Ces notes explicatives sont un outil d'aide à l'interprétation des orientations préparées par l'Office et basées sur la jurisprudence élaborée en commission interne. Leur objectif est d'aider, d'une part, les demandeurs à formuler une proposition de dénomination éligible conformément à l'article 63 du règlement (CE) n° 2100/94 et, d'autre part, les autorités nationales à analyser l'éligibilité des propositions de dénomination eu égard aux règles en vigueur.

Le groupe de travail a également avancé des propositions de modification des orientations elles-mêmes. Pour disposer, à des fins d'inscriptions officielles, de règles équivalentes en matière de dénomination, il y a lieu d'apporter des changements aux orientations uniquement si le règlement (CE) n° 637/2009 de la Commission établissant des modalités d'application concernant l'éligibilité des dénominations variétales des espèces de plantes agricoles et des espèces de légumes est lui aussi modifié.

En novembre 2012, le conseil d'administration a pris acte de la nouvelle version des notes explicatives, ajouté quelques commentaires, demandé à la Commission d'appliquer les amendements proposés aux modalités d'application énoncées dans le règlement (CE) n° 637/2009 et invité l'Office à modifier les orientations en conséquence, ces dernières devenant effectives à la date d'entrée en vigueur des modifications du règlement. La Commission a déclaré que les discussions concernant la modification des modalités d'application prévues dans le règlement (CE) n° 637/2009 seraient entamées en 2013 en séance du comité permanent des semences et plants agricoles, horticoles et forestiers. La nouvelle version des notes explicatives a été publiée sur le site internet de l'Office.

11.2. La base de données Variety Finder de l'OCVV: évolutions récentes

La base de données Variety Finder de l'OCVV est une base de données en ligne élaborée par l'Office en 2005 pour tester les propositions de dénominations variétales dans le cadre de la procédure d'évaluation de leur éligibilité. Elle contient des données nationales sur les variétés pour lesquelles une demande de protection des obtentions végétales a été introduite ainsi que sur celles bénéficiant déjà d'une protection, des listes nationales des espèces agricoles et potagères et certains registres commerciaux. Au total, elle comporte à ce jour plus de 780 000 dénominations issues des États membres de l'Union européenne et des pays membres de l'UPOV.

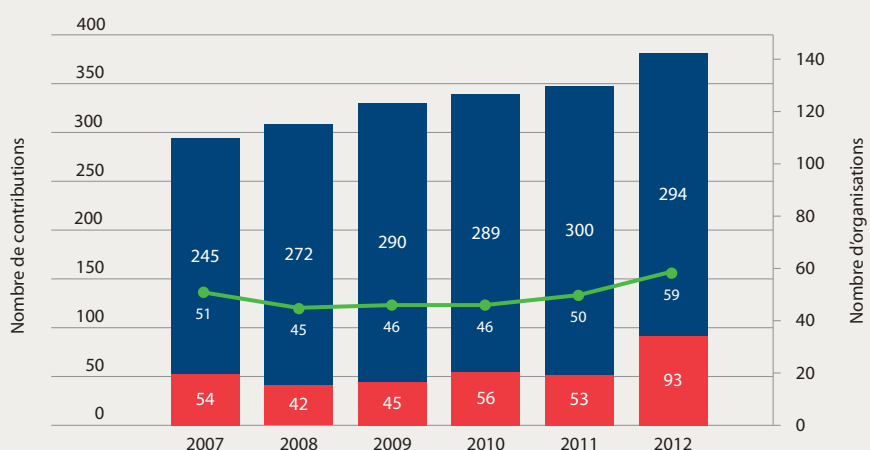
Le système comporte un outil de recherche dont l'objectif est de tester la similarité des dénominations proposées, ainsi qu'un outil de consultation pour permettre des recherches plus générales en ce qui concerne les détails des variétés ou des espèces présentes dans la base de données. Cet outil de consultation, développé en 2012, donne accès à davantage d'informations pour chaque variété et permet aux utilisateurs d'exporter les informations souhaitées vers un fichier Excel.

Un des impératifs majeurs de toute base de données consiste à actualiser les informations qu'elle contient. L'Office reçoit régulièrement des contributions directes des États membres de l'Union européenne en ce qui concerne les registres officiels et commerciaux, et de l'UPOV pour ce qui est de la plupart des pays hors UE. Le nombre de contributions introduites par an depuis 2007 a fortement augmenté, comme l'illustre le graphique 10. Cette augmentation s'est poursuivie en 2012, où l'on observe également une hausse notable des contributions des pays non membres de l'UE. La plupart de ces contributions sont fournies par l'UPOV dans le cadre d'un protocole d'accord, ou collectées par l'OCVV dans le cas des pays voisins de l'UE participant au programme multibénéficiaire (voir point 4.2).

Graphique 10

Évolution du nombre de contributions (UE, non-UE) reprises dans la base de données Variety Finder et du nombre d'organisations contributrices

■ UE
■ NON-UE
— Organisations

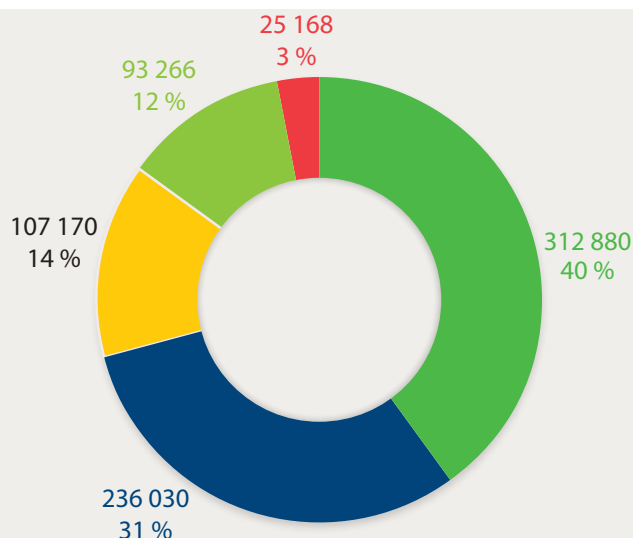


Sitôt leur pertinence vérifiée, de nouveaux registres sont également repris de façon régulière dans la base de données Variety Finder — notamment des registres commerciaux, lesquels concernent essentiellement les espèces ornementales. Le graphique 11 indique la nature des différents registres inclus dans la base de données.

Graphique 11

Nombre d'entrées par type de registre

- NLI (listes nationales)
- PBR (protections d'obtentions végétales)
- COM (registres commerciaux)
- Autres registres
- PLP (brevets de plantes)



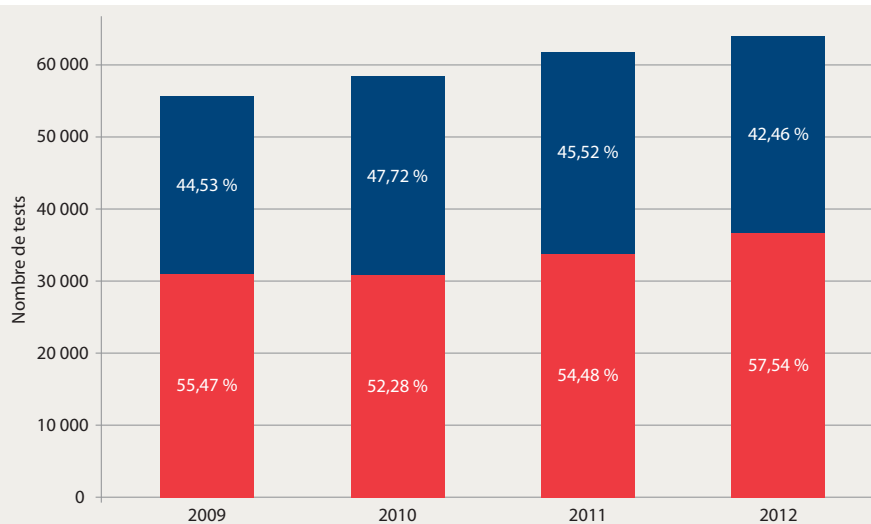
Depuis novembre 2011, la base de données est librement accessible sous la rubrique «Bases de données» du site internet de l'OCVV. Il reste nécessaire de s'identifier à l'aide d'un nom d'utilisateur et d'un mot de passe. En 2012, l'attribution du nom d'utilisateur et du mot de passe a été automatisée et est immédiate dès que l'utilisateur a fourni les informations demandées à des fins d'identification.

Avec plus de 60 000 tests réalisés en 2012, la base de données Variety Finder est un outil largement utilisé, principalement pour tester l'éligibilité des dénominations variétales. Toutes les parties prenantes l'utilisent dans des proportions similaires, comme l'indique le graphique 12. L'augmentation du nombre de tests constatée en 2012 est largement le fait de clients de l'Office, bien qu'un nombre plutôt limité d'entreprises recoure également à ce service. En 2012, 191 clients ont utilisé la base de données Variety Finder de l'Office — pour 703 demandeurs et mandataires ayant déposé une demande de protection d'obtention végétale cette même année.

Graphique 12

Nombre de tests de similarité réalisés dans la base de données Variety Finder par les clients de l'OCVV (y compris les demandeurs, les obtenteurs et les mandataires) et par les autorités nationales et internationales (y compris l'OCVV, les offices d'examen et la Commission européenne)

- Clients de l'OCVV
- Autorités nationales ou internationales



11.3. Une utilisation accrue du service de coopération avec les États membres

L'objectif de cette activité est d'harmoniser les décisions portant sur l'éligibilité des propositions de dénominations variétales dans les procédures relatives aux protections nationales des obtentions végétales et aux inscriptions nationales ainsi qu'au niveau de l'OCVV.

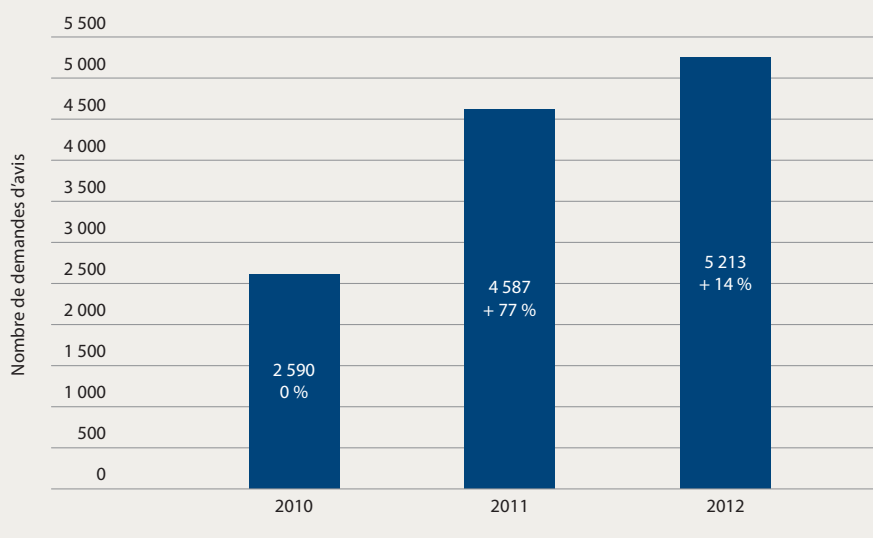
Les directives pertinentes pour la commercialisation des variétés agricoles et potagères dans l'UE renvoient à l'article 63 du règlement (CE) n° 2100/94 instituant un régime de protection communautaire des obtentions végétales. Ledit article établit les critères d'éligibilité des propositions de dénominations variétales. Par conséquent, la base juridique relative à l'éligibilité des dénominations variétales est unique.

En mars 2010, l'OCVV a mis en place un système internet permettant aux États membres de l'UE de consulter l'OCVV avant de publier une proposition officielle de dénomination en vue de la protection d'obtentions végétales ou de l'inscription nationale. En cas d'avis contradictoires, des échanges de vues peuvent avoir lieu mais la décision incombe toujours à l'autorité auprès de laquelle la demande d'enregistrement de la variété a été déposée.

En 2012, le service a enregistré plus de 5 200 demandes d'avis de ce type, ce qui représente une augmentation de 14 % par rapport à 2011.

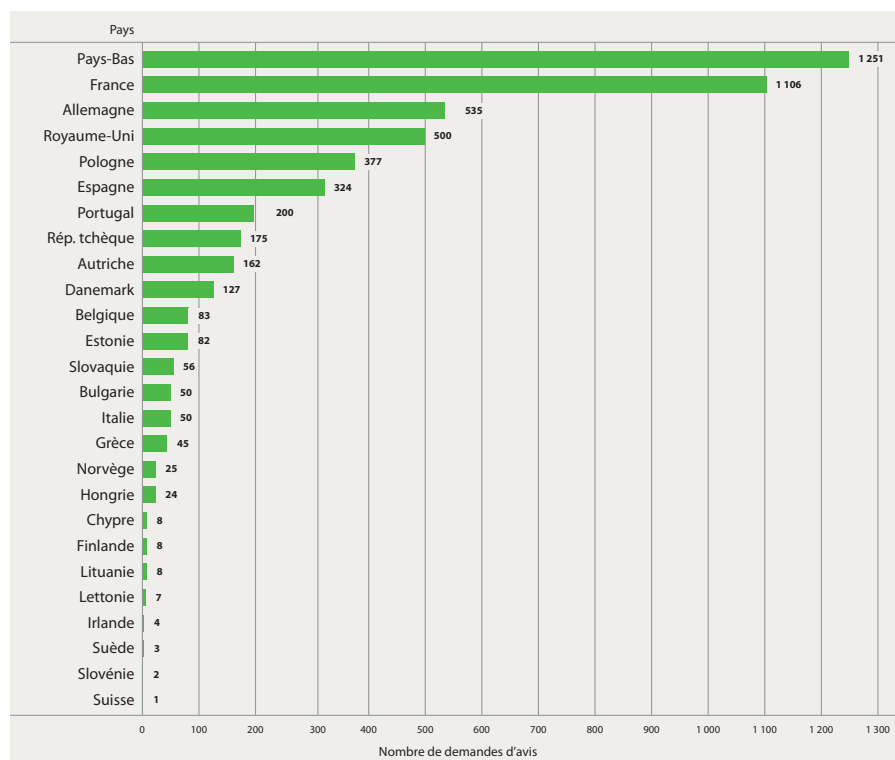
Graphique 13

Évolution du nombre annuel de demandes d'avis (2010-2012)



Graphique 14

Nombre de demandes d'avis
par pays en 2012



L'année dernière, 26 pays ont bénéficié de ce service mais il est apparu que tous les États membres de l'UE n'y ont pas eu recours. Il s'en est suivi certains problèmes pratiques en 2012. À plusieurs reprises, il est arrivé qu'un État membre n'ayant pas consulté l'Office pour avis ait accepté une dénomination, alors que cette dénomination a été déclarée non éligible par l'Office, consulté à ce propos par un autre État membre pour la même variété. Quelques courriers expliquant la situation ont été envoyés aux pays n'ayant pas utilisé ce service. Lors de sa réunion annuelle avec les offices d'examen, l'Office a fortement encouragé les États membres à recourir régulièrement à ce service et à contribuer au système.

En 2012, 92,5 % des consultations pour avis ont reçu une réponse dans les cinq jours ouvrables, la durée moyenne de traitement ayant été de 1,27 jour.

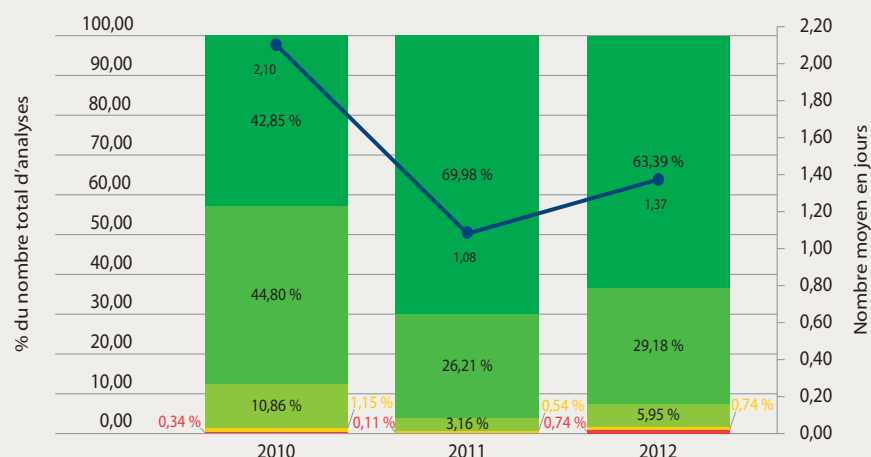
Soucieux de pouvoir répondre au nombre croissant de demandes d'avis et de garantir un délai de réponse aussi bref que possible, l'Office a amélioré son service en ligne en septembre 2012. Désormais, ledit service offre aux États membres la possibilité de fournir des informations supplémentaires lorsqu'ils présentent leurs propositions, l'objectif étant d'améliorer la précision des avis et d'éviter que l'OCVV émette des observations inutiles.

Graphique 15

Répartition des temps de traitement
par année et durée moyenne
d'analyse en jours (2010-2012)

- Analyse en 24 heures
- Analyse en 2 à 5 jours ouvrables
- Analyse en 6 à 10 jours ouvrables
- Analyse en 11 à 15 jours ouvrables
- Analyse en plus de 16 jours ouvrables

— Nombre moyen de jours



11.4. Les marques communautaires seront prises en considération dans l'évaluation des dénominations variétales

En 2012, l'Office a renforcé sa coopération avec l'Office de l'harmonisation dans le marché intérieur (marques, dessins et modèles) (OHMI) basé à Alicante. Au cours du premier trimestre de l'année, une délégation de l'OCVV a rendu visite à l'OHMI pour y expliquer en détail la procédure d'évaluation des dénominations variétales. En retour, une délégation de l'OHMI a rendu visite à l'OCVV pour présenter ses procédures concernant l'enregistrement d'une marque communautaire. Il fut notamment mis en exergue que la dénomination de variétés bénéficiant d'une protection communautaire ou nationale d'obtention végétale ou inscrites dans le catalogue commun de l'Union européenne n'était pas considérée comme un motif absolu de refus d'enregistrement en tant que marque communautaire dans la classe 31. Cet échange a donné lieu à des recherches plus approfondies, et, en septembre 2012, l'OHMI a informé l'Office du fait qu'il modifierait ses pratiques dans le sens où, désormais, il reconnaîtrait que les dénominations de variétés bénéficiant d'une protection communautaire ou nationale d'obtention végétale ou inscrites dans le catalogue commun constituent bel et bien une entrave à l'enregistrement en tant que marques communautaires. Cette modification sera d'application en 2013. L'Office entend reprendre les marques communautaires concernées — principalement enregistrées dans la classe 31 — dans sa base de données Variety Finder, accessible aux autorités nationales et aux obtenteurs. Parallèlement, l'Office prendra en considération les marques communautaires lors de son évaluation des propositions de dénominations variétales.

12. DÉVELOPPEMENTS DANS LE DOMAINE DE L'INFORMATIQUE

Au cours de l'année 2012, l'Office a élaboré sa vision en ce qui concerne les développements informatiques à mettre en œuvre dans les années à venir. Cette vision englobe quatre programmes génériques considérés comme fondamentaux pour la poursuite de ses activités.

12.1. Services électroniques

Le programme de services électroniques (e-services) englobe tous les projets qui doivent permettre à l'Office d'interagir en ligne avec les parties prenantes externes (clients, offices d'examen et partenaires tels que l'OHMI, l'UPOV, etc.), en toute transparence, en évitant le recours au papier et en réduisant autant que faire se peut toute intervention manuelle dans les procédures. Les projets en cours et proposés dans le cadre du programme d'e-services comprennent notamment: le partage de la procédure de demande en ligne (extension du système fructueux de demandes en ligne aux États membres), l'échange électronique de documents opérationnels avec les offices d'examen et l'échange électronique de tout document avec les clients.

Le projet pilote de plate-forme d'échange, lancé en 2011 et dont l'aboutissement est prévu en 2013, sera la pierre angulaire de ces développements.

12.2. Avancées sur le plan opérationnel

Les tâches quotidiennes de l'OCVV nécessitent des applications solides, en particulier pour satisfaire à ses besoins sur les plans opérationnel, documentaire et financier. Si les applications existantes satisfont actuellement aux exigences de l'Office, de nouveaux développements devraient permettre, à l'avenir, une meilleure intégration des applications sur l'internet, ainsi que des performances accrues sur le plan de la vitesse et de la convivialité. C'est la raison pour laquelle plusieurs développements devraient voir le jour dans les années à venir.

12.3. Outils de communication

La communication, qu'elle soit interne ou externe avec les parties prenantes, est la clé de l'efficacité du fonctionnement de l'Office. Des avancées significatives ont été réalisées au cours des dernières années et le mouvement ne devrait pas s'interrompre. En particulier, plusieurs projets sont prévus dans un avenir proche, au rang desquels figurent l'implémentation de Sharepoint pour améliorer la cohérence de la gestion de l'intranet de l'Office, l'optimisation de l'hébergement pour tous les sites (intranet et extranet), ainsi que la poursuite de la maintenance et du développement de sites internet à l'intention des parties prenantes.

12.4. Développement de l'infrastructure

Tous les programmes mentionnés exigent une infrastructure informatique moderne et cohérente (réseaux, serveurs, ordinateurs et dispositifs portables). Le développement de l'infrastructure porte sur des projets tels que la virtualisation des serveurs, l'accès aux sites de la Commission européenne, la technologie mobile, les procédures de sauvegarde et de récupération des données, etc., conçus pour soutenir efficacement les applications de l'Office.

13.

COOPÉRATION AVEC LA DIRECTION GÉNÉRALE DE LA SANTÉ ET DES CONSOMMATEURS



Linum L.

Les comités suivants se réunissent en séances organisées de manière plus ou moins régulière par la Commission européenne. Des agents de l'Office assistent à ces réunions en qualité d'observateurs, au cas où les points à l'ordre du jour présenteraient un intérêt pour l'Office.

13.1. Comité permanent de la protection communautaire des obtentions végétales

Ce comité s'est réuni le 16 mai 2012 en vue d'approuver quelques modifications apportées au règlement des taxes, à savoir la réduction du montant de la taxe de demande à 650 euros contre 900 précédemment, avec effet au 1^{er} janvier 2013.

13.2. Comité permanent des semences et plants agricoles, horticoles et forestiers

Ce comité s'est réuni à quatre reprises en 2012 à Bruxelles. Des agents de l'Office ont assisté à deux réunions.

En 2012, les points suivants ont présenté un intérêt pour l'Office:

- les mises à jour de la Commission et les discussions connexes portant sur la révision de la législation liée aux semences et au matériel végétal;
- la discussion relative à une proposition de directive de la Commission modifiant les directives 2003/90/CE et 2003/91/CE de la Commission établissant des modalités d'application de l'article 7 des directives 2002/53/CE et 2002/55/CE du Conseil en ce qui concerne les caractéristiques minimales à prendre en compte et les conditions minimales à remplir lors de l'examen de certaines variétés des espèces de plantes agricoles et potagères;
- les discussions portant sur le programme de travail 2012 de la Commission, tel que discuté en février 2012, ainsi que le programme de travail 2013, tel que discuté en octobre 2012.

13.3. Comité permanent pour les matériels de multiplication des plantes ornementales

Ce comité ne s'est pas réuni en 2012.

13.4. Comité permanent pour les matériels de multiplication et les plantes des genres et espèces de fruits

La directive 2008/90/CE du Conseil concernant la commercialisation des matériels de multiplication de plantes fruitières et des plantes fruitières destinées à la production de fruits a été adoptée le 29 septembre 2008 et doit être mise en œuvre par la Commission.

Un des principaux aspects de cette directive est l'obligation d'enregistrer officiellement les variétés des plantes fruitières pour leur commercialisation au sein de l'UE à partir du 1^{er} octobre 2012. La directive indique également que les variétés fruitières bénéficiant de la protection communautaire des obtentions végétales seront automatiquement autorisées pour la commercialisation au sein de l'UE, sans autre enregistrement. Malheureusement, aucun accord sur les modalités d'exécution n'a pu être dégagé au 1^{er} octobre 2012. La Commission entend les faire adopter en 2013 afin qu'elles puissent être mises en œuvre au début de 2015.

L'OCVV a assisté à la plupart des réunions du comité permanent et du groupe de travail organisées par la Commission à ce propos. Il a participé à la rédaction des procès-verbaux du groupe de travail et suivi de près l'évolution des discussions, notamment sur des aspects liés à l'examen DHS et à l'éligibilité des dénominations variétales proposées. L'Office a régulièrement communiqué ses points de vue à la Commission à cet égard.

13.5. Groupes de travail du Conseil

Invité par la direction générale de la santé et des consommateurs à intégrer la représentation de la Commission européenne, l'OCVV a participé aux groupes de travail suivants du Conseil:

- coordination des réunions de l'UPOV (conseil, comité consultatif, comité technique et comité administratif et juridique);
- questions agricoles;
- coordination des réunions de l'OCDE sur les systèmes de semences (réunion annuelle et groupes de travail techniques).

14. CONTACTS AVEC LES ORGANISATIONS EXTERNES

14.1. Contacts avec les organisations d'obteneurs

L'Office entretient des relations régulières avec les organisations d'obteneurs, en particulier celles qui représentent les principaux usagers du régime communautaire de protection des obtentions végétales: la Communauté internationale des obteneurs de plantes ornementales et fruitières à reproduction asexuée (Ciopora), l'European Seed Association (ESA), qui représente les obteneurs de variétés agricoles et potagères au niveau européen, ainsi que Plantum, association du secteur du matériel de reproduction végétale. Des représentants de ces trois organisations assistent aux sessions du conseil d'administration de l'Office en tant qu'observateurs, ainsi qu'à toutes les réunions pertinentes d'experts techniques organisées par l'Office. Les organisations participent activement et contribuent aux séminaires et ateliers organisés par l'OCVV pour diffuser des informations sur tous les aspects du régime de protection communautaire des obtentions végétales.

Pendant l'année visée par le rapport, l'Office a assisté aux réunions annuelles de la Ciopora et de l'ESA, respectivement à Miami (États-Unis) et à Bruxelles (Belgique). L'Office a également assisté à la réunion annuelle de la Ciopora-Deutschland.

14.2. Contacts avec l'UPOV

L'Office participe aux activités de l'UPOV depuis 1996. En juillet 2005, la Communauté européenne est devenue membre de l'UPOV.

En 2012, les fonctionnaires de l'Office, en tant que membres de la délégation de l'Union européenne, ont participé aux travaux de l'UPOV et assisté aux réunions des instances et comités suivants de l'Union internationale:

- le conseil de l'UPOV;
- le comité administratif et juridique;
- le comité technique;
- le comité consultatif;
- les groupes de travail techniques [plantes agricoles, plantes potagères, plantes fruitières, plantes ornementales et arbres forestiers, systèmes d'automatisation et programmes informatiques, ainsi que le groupe de travail sur les techniques biochimiques et moléculaires, notamment les profils d'ADN (BMT)];
- le groupe consultatif du comité juridique et administratif;
- le groupe de travail ad hoc sur le développement d'un prototype de formulaire de demande électronique.

Le 2 novembre 2012, le président de l'Office a participé au colloque de l'UPOV sur les avantages de la protection des obtentions végétales pour les agriculteurs et les producteurs à Genève (Suisse). Le colloque avait pour objet d'illustrer les manières dont la protection des obtentions végétales est susceptible d'améliorer les revenus des agriculteurs et des producteurs en

soutenant le développement et la mise à disposition de variétés nouvelles et améliorées, adaptées à leurs besoins. Des exemples de manières dont les agriculteurs et les producteurs pouvaient utiliser la protection des obtentions végétales comme obtenteurs ont également été présentés lors de ce colloque.

L'Office a également collaboré au cycle de formation destiné aux pays d'Amérique latine et consacré à la protection des droits des obtenteurs de variétés végétales, organisé par l'UPOV, l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), les autorités espagnoles et l'Office américain des brevets (USPTO) à Montevideo (Uruguay), au mois de décembre.

Les hauts responsables de l'UPOV assistent régulièrement aux réunions d'experts ou aux groupes de travail organisés par l'OCVV et traitant d'aspects techniques et juridiques revêtant un intérêt commun.

En octobre 2004, l'OCVV a signé un protocole d'accord avec l'UPOV portant sur un programme de coopération. Dans ce cadre, l'OCVV a échangé des informations avec l'UPOV lors de l'élaboration de sa base de données centralisée Variety Finder afin d'assurer la compatibilité avec la base de données existante sur les variétés végétales de l'UPOV (base de données PLUTO et UPOV-ROM). Les deux bases de données contiennent des informations sur les variétés végétales qui font l'objet d'une demande de protection ou pour lesquelles une protection a été octroyée, de même que sur celles qui sont reprises sur les listes nationales des variétés à des fins de commercialisation.

La base de données centralisée de l'OCVV (Variety Finder) repose sur un système de codes attribués à des noms botaniques arrêtés par l'UPOV. Depuis sa mise en service en juillet 2005, l'Office et l'UPOV mettent largement en commun leurs données respectives, l'UPOV recueillant des données auprès de pays UPOV non membres de l'UE, tandis que l'Office compile les données en provenance de l'UE. L'OCVV a collaboré avec l'UPOV à l'attribution des codes aux noms d'espèces de variétés de la base de données PLUTO et de l'UPOV-ROM. En 2012, l'Office s'est rendu dans les bureaux de l'UPOV afin d'échanger des informations portant sur les derniers développements du projet. Les discussions ont essentiellement porté sur les différents principes



Visite de l'OEB à l'OCVV, avril 2012

de gestion des bases de données respectives — différences qui débouchent sur certaines divergences de contenu. L'UPOV a reçu des informations sur l'outil de recherche de la base de données Variety Finder, désormais accessible sur le site internet de PLUTO.

Dans plusieurs régions du monde regroupant des pays membres de l'UPOV, telles que l'Asie, l'Afrique, l'Amérique latine et les Caraïbes, on commence à s'intéresser aux aspects précis et aux résultats des régimes de protection des variétés végétales de dimension régionale ainsi qu'à l'expérience acquise en la matière. L'OCVV envoie fréquemment des intervenants dans les séminaires et groupes de travail techniques organisés par l'UPOV.

14.3. Contacts avec l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)

En janvier 2012, le vice-président de l'OCVV a assisté à la réunion du groupe de travail sur les techniques biomoléculaires à Paris et, en juillet, à la réunion annuelle de l'OCDE sur les systèmes de semences à Helsinki (Finlande).

14.4. Contacts avec l'Office de l'harmonisation dans le marché intérieur (marques, dessins et modèles) (OHMI) et l'Office européen des brevets (OEB)

En 2012, l'Office a renforcé sa coopération avec l'OHMI basé à Alicante. Au cours du premier trimestre de l'année, une délégation de l'OCVV s'est rendue dans les bureaux de l'OHMI pour débattre de questions d'intérêt commun. En retour, une délégation de l'OHMI, conduite par son vice-président, M. Christian Archambeau, s'est rendue en visite à l'Office en juin 2012. À la suite de ces contacts, une coopération plus étroite entre les deux agences a pu être mise en place dans des domaines tels que les dénominations variétales, l'informatique et l'Observatoire européen des atteintes aux droits de propriété intellectuelle.



Visite de l'OHMI à l'OCVV, juin 2012

M^{me} Yeats, directrice de l'unité de biotechnologie de l'OEB, s'est rendue en visite à l'Office pour y donner une présentation portant sur les détails de la procédure d'octroi d'un brevet et sur le type de matériel végétal pouvant faire l'objet d'un brevet.

14.5. Autres contacts

L'OCW entretient des contacts externes réguliers en participant aux réunions organisées par:

- la direction générale des ressources humaines et de la sécurité de la Commission: questions liées à la mise en œuvre du statut du personnel;
- la direction générale du budget de la Commission: mise en œuvre du nouveau règlement financier et de la fonction d'audit interne.

D'autres domaines d'activités extérieures peuvent également être mentionnés, notamment:

- les comités permanents concernés de la Commission européenne;
- le conseil d'administration du Centre de traduction;
- la coordination des agences de l'UE à l'échelon de l'encadrement;
- la réunion annuelle de coordination de l'Office des publications avec les agences de l'UE;
- les réunions des délégués à la protection des données des agences de l'UE, ainsi que d'autres groupes de travail constitués sous l'égide de la coordination des agences de l'UE.

15. ACCÈS DU PUBLIC AUX DOCUMENTS DE L'OCVV

En 2001, des règles spécifiques relatives à l'accès du public aux documents du Parlement européen, du Conseil et de la Commission ont été instaurées par l'adoption du règlement (CE) n° 1049/2001⁽¹⁾. Afin que cette réglementation s'applique également aux documents de l'Office, un nouvel article, l'article 33 bis, a été ajouté en 2003 au règlement de base par l'adoption du règlement (CE) n° 1650/2003⁽²⁾.

L'article 33 bis dispose que:

- le règlement (CE) n° 1049/2001 relatif à l'accès du public aux documents du Parlement européen, du Conseil et de la Commission s'applique également aux documents détenus par l'Office. Cette disposition est entrée en vigueur le 1^{er} octobre 2003;
- le conseil d'administration arrête les modalités pratiques d'application du règlement (CE) n° 1049/2001. Le conseil d'administration a adopté ces modalités le 25 mars 2004. Ces règles sont entrées en vigueur le 1^{er} avril 2004;
- les décisions prises par l'Office concernant l'accès du public aux documents peuvent faire l'objet d'une plainte auprès du Médiateur européen ou d'un recours devant la Cour de justice.

Le règlement (CE) n° 1049/2001 et les règles adoptées par le conseil d'administration sont disponibles sur le site internet de l'Office, de même que des informations sur ces règles, ainsi que les formulaires de demande d'accès aux documents.

L'Office assure le suivi de la mise en œuvre et de l'application des règles régissant l'accès du public aux documents en produisant un rapport annuel sur des informations telles que le nombre de cas où l'Office a refusé cet accès et les motifs de ces refus.

Année de réception	Nombre de demandes d'accès reçues	Nombre de refus	Motifs du refus	Demandes de confirmation
2004	30	6 (partiels)	Questionnaire technique confidentiel non envoyé	
2005	55	2 (partiels)	Questionnaire technique confidentiel non envoyé	
2006	58	6 (partiels)	Questionnaire technique confidentiel non envoyé	
2007	55	17 (partiels)	Questionnaire technique confidentiel non envoyé/ informations d'intérêt commercial non envoyées	2 (réussies)
2008	57	19 (partiels)	Questionnaire technique confidentiel non envoyé/ photo/cession non envoyée	1 (échouée)
2009	54	28 (partiels)	Questionnaire technique confidentiel non envoyé/ informations d'intérêt commercial non envoyées/ photos non disponibles	2 (réussies)
2010	63	29 (partiels)	Questionnaire technique confidentiel non envoyé/ informations d'intérêt commercial non envoyées	1 (échouée)
2011	71	27 (partiels)	Questionnaire technique confidentiel non envoyé/ informations d'intérêt commercial non envoyées	2 (1 échouée et 1 réussie)
2012	88	57 (partiels)	Questionnaire technique confidentiel non envoyé/ informations d'intérêt commercial non envoyées	8 (3 échouées et 5 réussies)

(¹) Règlement (CE) n° 1049/2001 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2001 relatif à l'accès du public aux documents du Parlement européen, du Conseil et de la Commission (JO L 145 du 31.5.2001, p. 43).

(²) Règlement (CE) n° 1650/2003 du Conseil du 18 juin 2003 modifiant le règlement (CE) n° 2100/94 instituant un régime de protection communautaire des obtentions végétales (JO L 245 du 29.9.2003, p. 28).

16. RAPPORT DU DÉLÉGUÉ À LA PROTECTION DES DONNÉES DE L'OCVV

16.1. Contexte juridique

Le règlement (CE) n° 45/2001 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2000 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les institutions et organes communautaires et à la libre circulation de ces données a été adopté dans le but de se conformer à l'article 286 du traité instituant la Communauté européenne. L'article 286 dispose, en effet, que les actes communautaires relatifs à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données sont applicables aux institutions et organes de l'UE.

Le traitement des données a une signification relativement vaste et n'implique pas seulement le transfert des données à des tiers, mais aussi la collecte, l'enregistrement et le stockage des données, que ces opérations se fassent ou non par voie électronique.

16.2. Rôle et tâches du délégué à la protection des données

Le règlement (CE) n° 45/2001 exige la nomination d'au moins un délégué à la protection des données au sein des institutions et agences de l'UE, chargé de garantir, de manière indépendante, l'application interne des dispositions du règlement.

La tâche principale du délégué à la protection des données est de garantir, de manière indépendante, l'application interne des dispositions du règlement (CE) n° 45/2001 au sein de l'Office. Le délégué à la protection des données tient également un registre de tous les traitements impliquant des données à caractère personnel et effectués par l'OCVV. Ce registre, qui doit contenir des explications sur la finalité et les conditions des traitements concernés, est accessible à toute personne intéressée sur les pages de l'intranet consacrées au délégué à la protection des données.

Par décision du président de l'OCVV du 24 avril 2009, le mandat du délégué à la protection des données faisant fonction à temps partiel a été renouvelé pour une nouvelle période de trois ans.



Clematis L.



Collection de référence des tulipes, Pays-Bas

16.3. Suivi de la visite d'une délégation de l'office du Contrôleur européen de la protection des données à l'OCVV

Le 15 février 2011, une délégation de trois membres de l'office du Contrôleur européen de la protection des données (CEPD) s'est rendue en visite à l'OCVV, afin de comprendre et d'évoquer le degré de respect du règlement (CE) n° 45/2001 par l'OCVV. Cette visite a été effectuée dans le cadre des instruments de conformité du CEPD décrits dans le document *Contrôler et garantir le respect du règlement (CE) n° 45/2001* adopté par le CEPD le 13 décembre 2010.

Cette visite fut une excellente occasion de renforcer la coopération entre l'OCVV et l'office du CEPD, et a représenté un outil intéressant pour l'amélioration du respect du règlement. Elle s'est conclue par un important échange de vues sur les problèmes spécifiques que rencontrent les petites agences telles que l'OCVV. Cette visite s'est révélée positive sur le plan de la bonne coopération et de la sensibilisation au respect du règlement sur la protection des données. Elle a également été l'occasion de renforcer le soutien au délégué à la protection des données. Par la suite, le délégué à la protection des données a informé le CEPD des avancées réalisées par l'OCVV sur le plan du respect du règlement, notamment en ce qui concerne l'inventaire, le registre et les notifications de contrôle préalable, et a présenté son intranet. Différents points faisant suite à des avis de contrôle préalable du CEPD ont été soulevés.

Au cours de la réunion de clôture, l'OCVV a marqué son accord sur une feuille de route de surveillance (contenant des délais précis). L'Office a finalisé la feuille de route en 2012, et le rapport final a été adressé au CEPD à la mi-2012.

16.4. Rapport du délégué à la protection des données de l'OCVV pour 2012

16.4.1. Registre des traitements de données

Le délégué à la protection des données a créé un registre des traitements de données personnelles sous la forme d'une base de données, disponible depuis l'intranet de l'OCVV, sur le site intranet du délégué à la protection des données. Ce registre contient des notifications (article 25) reçues des responsables des traitements, ainsi que les opérations de contrôle préalable (article 27) envoyées pour avis au CEPD.

À la fin de 2012, le registre contenait 54 entrées composées de 35 notifications et de 19 opérations de contrôle préalable, toutes ayant reçu un avis du CEPD.

16.4.2. Inventaire des traitements de données

Au moment de sa nomination, le délégué à la protection des données a procédé à un premier inventaire. Ce dernier est régulièrement mis à jour avec l'introduction de nouveaux traitements

effectués au sein de l'OCVV. À la fin de 2012, l'inventaire contenait 54 traitements, dont 4 doivent encore être notifiés au délégué à la protection des données et finalisés dans le registre.

16.4.3. Recommandations thématiques du Contrôleur européen de la protection des données

Le CEPD publie des recommandations sur des thèmes spécifiques afin d'orienter les institutions et organes de l'UE dans certains domaines qui les concernent, notamment le recrutement, le traitement des données disciplinaires et la surveillance vidéo.

En outre, ces recommandations facilitent le contrôle préalable par le CEPD des traitements dans les agences de l'UE dans la mesure où elles servent de document de référence au regard duquel ces agences peuvent évaluer leurs pratiques.

En décembre 2012, le CEPD a adopté des recommandations thématiques portant sur le traitement des données à caractère personnel en ce qui concerne la gestion des absences et l'horaire flexible. Le délégué à la protection des données n'a pas soumis de notifications de contrôle préalable au CEPD en 2012, dans la mesure où les procédures de l'OCVV ne présentaient pas de risque spécifique.

16.4.4. Informations fournies aux personnes concernées

Le site intranet du délégué à la protection des données, régulièrement mis à jour, permet aux membres du personnel de l'OCVV d'être informés sur des sujets relatifs à la protection des données. Il reprend les principes de la protection des données, les droits des personnes concernées, les obligations du responsable du traitement, le règlement, certains documents et décisions du président liés à la protection des données, des informations sur la protection des données et des déclarations de confidentialité, le registre, les formulaires de notification au délégué à la protection des données et une adresse électronique de contact.

En septembre 2012, les membres du personnel réunis en assemblée générale ont assisté à une présentation de la politique de l'Office en matière de protection des données et des avancées réalisées sur ce plan.

16.4.5. Réunions du réseau des délégués à la protection des données en 2012

La fonction de délégué à la protection des données — désormais commune à l'ensemble des institutions et organes de l'Union européenne — est aujourd'hui bien établie. Les délégués se réunissent une ou deux fois par an dans le cadre d'un réseau en vue de partager leurs savoir-faire et meilleures pratiques, et de communiquer avec le CEPD.

En 2012, le délégué à la protection des données de l'OCVV a assisté à deux réunions du réseau des délégués à la protection des données — l'une en février à Helsinki, et l'autre en novembre à Hambourg.

17. PROCÉDURES DE RECOURS

17.1. Composition de la Chambre de recours de l'OCVV

La Chambre de recours de l'OCVV se compose d'un président, d'un suppléant du président ainsi que de membres qualifiés.

17.1.1. Président et suppléant du président de la Chambre de recours

Le mandat de président de la Chambre de recours de l'OCVV de M. Paul van der Kooij a été renouvelé pour cinq ans par décision du Conseil du 4 décembre 2012 (JO L 378 du 8.12.2012, p. 2). Sa suppléante, M^{me} Sari Haukka, a été nommée par décision du Conseil du 12 juillet 2011 (JO C 209 du 15.7.2011, p. 17). Son mandat s'étend du 15 octobre 2011 au 14 octobre 2016.

17.1.2. Membres qualifiés de la Chambre de recours

Conformément à la procédure prévue à l'article 47, paragraphe 2, du règlement (CE) n° 2100/94, le conseil d'administration de l'OCVV, réuni en session le 16 février 2011, a adopté la liste suivante de 19 membres qualifiés de la Chambre de recours pour une durée de cinq ans à compter du 23 février 2011 (21 membres ont été nommés mais deux membres ont démissionné, le 24 novembre 2011 et le 12 novembre 2012).

Liste des membres qualifiés pour la période 2011-2016

- | | |
|-------------------------------------|---|
| 1. Barendrecht, Cornelis Joost | 11. Köller, Michaël |
| 2. Bianchi, Pier Giacomo | 12. Pinheiro de Carvalho, Miguel Angelo |
| 3. Bianchi, Richard | 13. Reheul, Dirk |
| 4. Boenisch, Beatrix | 14. Riechenberg, Kurt |
| 5. Brand, Richard | 15. Roberts, Timothy Wace |
| 6. Csurös, Zoltán | 16. Scott, Elizabeth |
| 7. Fikkert, Krieno Adriaan | 17. Ullrich, Hanns |
| 8. Ghijsen, Huibert Cornelis Helmer | 18. Van Marrewijk, Nicolaas Petrus Antonius |
| 9. Guiard, Joël | 19. Van Wijk, Arnold Jan Piet |
| 10. Johnson, Helen | |

17.2. Décisions de la Chambre de recours en 2012

La Chambre de recours s'est réunie une fois, le 17 janvier 2012, dans le cadre du recours A009/2011 («Rogbret») et a rendu sa décision le 17 mars 2012, par laquelle elle a rejeté le recours formé et la demande de réalisation d'un nouvel examen DHS.

Le 10 octobre 2012, après que le requérant a renoncé à son droit d'être entendu, la chambre a conclu, dans une autre décision, que la publication de l'extinction du certificat de

protection communautaire des obtentions végétales était appropriée et a rejeté le recours formé (recours A001/2012 «RYN200574»).

17.2.1. Recours A009/2011 — «Rogbret»

Le 2 juillet 2008, l'OCVV a reçu la demande n° 2008/1535, portant sur la variété de daphné dénommée «Rogbret».

Le 8 août 2008, l'Institut national britannique de botanique agricole (NIAB) a accusé réception de la demande de tests des critères de distinction, d'homogénéité et de stabilité que lui adressait l'OCVV.

Le 2 juin 2010, le NIAB informait l'OCVV que seuls six des quinze plants soumis au test avaient produit des fleurs. Il concluait à l'impossibilité d'évaluer l'homogénéité de la variété pour ce qui était de cette caractéristique. Le 4 juin 2010, l'OCVV a transmis par courrier les informations fournies par le NIAB au demandeur et a prié ce dernier de venir examiner les résultats des tests ou de s'adresser au NIAB pour de plus amples informations. Le 21 juin 2010, dans un message dont le NIAB a reçu une copie, le demandeur a fourni des conseils quant à la façon d'obtenir des fleurs et a précisé qu'il avait présenté de jeunes plants.

Le 10 août 2010, l'OCVV a signalé au demandeur par courrier que le NIAB avait constaté que trois plants affichaient des panachures marginales trop étroites et l'invitait à venir examiner les résultats des tests ou à contacter le responsable de l'examen.

L'OCVV a transmis au demandeur une copie du rapport final négatif et l'a invité à lui adresser par écrit ses observations pour le 22 décembre 2010. Le demandeur a répondu par courrier daté du 13 décembre 2010.

Le demandeur s'est vu transmettre la décision n° R1062 du 21 février 2011, rejetant la demande pour défaut d'homogénéité. Le 21 avril, il a formé un recours contre la décision de l'OCVV de rejeter la demande relative à la daphné «Rogbret» pour défaut d'homogénéité. Le 20 juillet 2011, le comité de rectification de l'OCVV a estimé que l'Office avait rejeté à bon droit la demande «Rogbret» et a transmis l'affaire à la Chambre de recours de l'OCVV.

Arguments avancés par les parties

Au cours de l'audience du 17 janvier 2012 devant la Chambre de recours de l'OCVV, le requérant a fait valoir que les différences observées dans l'expression de la panachure des plantes découlaient des conditions de culture. Il a confirmé que, si la variété candidate avait en effet révélé une certaine susceptibilité à la mutation réverse, c'était dans une mesure nettement moindre par rapport à ce qui avait été noté lors de l'examen DHS, et a conclu que les clients étaient satisfaits de cette variété. Il a demandé l'organisation d'un nouvel examen DHS.

L'OCVV a déclaré que l'examen avait été mené selon les normes techniques appliquées par l'Office et que les mutations réverses observées avaient persisté sur des spécimens hors types en 2011.

Décision de la Chambre de recours

Dans sa décision du 17 janvier 2012, la Chambre de recours a conclu que le critère d'homogénéité n'était pas rempli, et que la variation dans l'expression observée dans les trois spécimens hors types était liée au patrimoine génétique de la variété et non à l'environnement. Par ailleurs, dès lors que l'un des trois critères DHS n'est pas rempli, il n'y a aucune obligation à réaliser les tests sur les autres critères. Le défaut d'homogénéité observé en 2010 suffisait pour décider que le critère d'homogénéité n'était pas rempli. Par conséquent, il était inutile de poursuivre le test d'homogénéité. Pour ces motifs, la Chambre de recours a rejeté le recours formé et la demande de réalisation d'un nouvel examen DHS.

17.2.2. Recours A001/2012 — «RYN200574»

Le 1^{er} juillet 2011, l'OCVV a été informé du fait que Rijn Plant BV (ci-après le «requérant») souhaitait abandonner sa protection communautaire des obtentions végétales n° UE 28247 (dénomination variétale «RYN200574», dossier n° 2008/2561).

Le 27 juillet 2011, l'Office a adressé au requérant une lettre de confirmation indiquant que l'abandon avait été enregistré le 2 juillet 2011 et qu'il serait publié au *Bulletin officiel de l'Office communautaire des variétés végétales* n° 5/2011 du 15 octobre 2011.

Le 27 octobre 2011, le requérant indiquait à l'Office qu'il souhaitait annuler la demande d'abandon déposée le 1^{er} juillet 2011, arguant que la demande était due à une erreur de sa part. L'Office a compris ce message comme étant un dépôt de recours.

Dans un courrier électronique daté du 22 décembre 2011, le requérant a plaidé une nouvelle fois la cause de l'erreur citée plus haut.

L'Office a reçu le formulaire de recours original le 9 février 2012.

Le requérant a expliqué que l'intention de l'employée chargée de la gestion des protections communautaires des obtentions végétales était de mentionner le nom commercial d'une variété qui n'était plus produite. Cela étant, la décision d'extinction de la PCOV de la variété concernée a été basée sur le nom commercial indiqué à mauvais escient. L'employée, découvrant son erreur beaucoup plus tard, a réalisé qu'elle avait mis un terme à la PCOV de l'une des variétés principales pour lesquelles il n'était nullement question d'éteindre la protection.

Selon les termes de l'article 19, paragraphe 3, du règlement (CE) n° 2100/94, l'extinction prend effet le lendemain du jour où la demande d'abandon parvient à l'Office. Il a fallu au requérant beaucoup de temps pour informer l'Office de l'erreur et, au moment où l'Office a été alerté par le requérant, l'information de l'abandon de la protection avait déjà été publiée.

Ayant pris ces facteurs en considération dans sa décision du 29 février 2012, le président a statué qu'il n'y avait aucun motif pour que l'Office rectifie la publication contestée et rétablisse la PCOV n° UE 28247. Par conséquent, l'affaire a été déferée à la Chambre de recours.

Le requérant a renoncé à son droit d'être entendu conformément à l'article 71, paragraphe 2, du règlement (CE) n° 2100/94 et a donc marqué son accord sur une décision écrite de la Chambre de recours, sans qu'aucune procédure orale n'ait eu lieu.

Décision de la Chambre de recours

Le requérant ne se plaint pas d'une erreur commise par l'Office, ni de l'inclusion d'indications erronées dans le registre.

Ledit registre est tenu exclusivement par l'Office, conformément à l'article 87 du règlement (CE) n° 2011/94, et est ouvert à l'inspection publique, conformément à l'article 88 de ce même règlement.

Il donne à tout un chacun la possibilité de s'informer sur les variétés protégées. Ces informations constituent une base fiable pour étayer les décisions que sont amenés à prendre les concurrents et toutes les personnes impliquées dans le secteur des obtentions végétales.

Les inscriptions au registre sont consécutives au respect d'une procédure administrative stricte. En outre, il y a eu un échange de correspondance entre l'Office et le requérant. Par conséquent, l'erreur aurait pu être reconnue dans cette correspondance.

L'extinction d'une PCOV est susceptible de créer des difficultés économiques pour une entreprise. Néanmoins, l'intérêt public que représente la tenue d'un registre fiable est la première des priorités.

Par conséquent, dans sa décision du 10 octobre 2012, la Chambre de recours a conclu que la publication de l'extinction de la PCOV était correcte et ne pouvait plus être modifiée, et a rejeté le recours.

17.2.3. Recours A006/2011, A007/2011 et A008/2011 — «Pink Sachsenstern» et «Fluostern»

Les recours A006/2011, A007/2011 et A008/2011 sont traités conjointement et portent sur des différends en matière d'habilitation.

Dans un courrier daté du 13 juillet 2012, les parties ont indiqué à la Chambre de recours qu'elles étaient parvenues à un accord. S'agissant des affaires A006/2011 et A008/2011, les parties sont convenues de se désister de leurs recours formés respectivement contre la décision de l'OCVV de rejeter la demande concernant «Fluostern» et contre la décision de l'OCVV de rejeter l'objection à l'encontre de la demande concernant «Fluostern» (étant donné que la demande avait été rejetée, l'OCVV a estimé que l'objection soulevée à l'encontre de ladite demande était sans objet).

Ces deux désistements ont été publiés dans le *Bulletin officiel de l'Office communautaire des variétés végétales* du 15 octobre 2012.

Dans le même courrier, les deux parties ont demandé à la Chambre de recours, dans l'affaire A007/2011, d'octroyer la protection communautaire des obtentions végétales pour la demande concernant «Pink Sachsenstern», reconnue comme étant la même variété que «Fluostern», ou de renvoyer l'affaire devant l'OCVV, sans répartition des frais.

Le recours A007/2011 est donc toujours pendant.

17.3 Pourvois formés devant la Cour de justice de l'Union européenne en 2012

Conformément à l'article 73 du règlement (CE) n° 2100/94, les décisions de la Chambre de recours sont susceptibles d'un pourvoi devant la Cour de justice de l'Union européenne.

17.3.1. Pourvois formés en 2012

En 2012, il n'y a pas eu de pourvois formés devant le Tribunal de l'Union européenne.

En 2012, un pourvoi (C-546/12 P) a été formé devant la Cour de justice de l'Union européenne, le 28 novembre 2012, contre la décision du Tribunal dans l'affaire T-242/09 («Lemon Symphony»).

17.3.2. Arrêts rendus par le Tribunal de l'Union européenne en 2012

Décision du Tribunal, rendue le 18 septembre 2012 (affaire T-242/09, «Lemon Symphony»)

Le Tribunal a rejeté le recours formé contre la décision du 23 janvier 2009 de la Chambre de recours de l'OCVV (affaire T-242/09 contre la décision rendue dans le recours A010/2007) concernant une demande d'annulation de la protection communautaire des obtentions végétales octroyée pour la variété «Lemon Symphony».

Le Tribunal a estimé que les conclusions déposées par la Chambre de recours sont basées sur des évaluations complexes de nature scientifique ou technique, dont le contrôle juridictionnel doit être limité à une révision visant à relever les erreurs manifestes d'appréciation.

Eu égard au pouvoir discrétionnaire étendu dont dispose l'Office en ce qui concerne les analyses botaniques complexes, les arguments avancés par le requérant ne démontrent pas que ces conclusions et ces analyses sont entachées d'une erreur manifeste.

Décision rendue par le Tribunal dans les pourvois T-133/08, T-134/08 et T-177/08

Le Tribunal a estimé que ces trois affaires entretenaient une relation de dépendance avec l'affaire T-242/09 (procédure en annulation de «Lemon Symphony»), dans la mesure où l'issue de cette dernière est décisive pour celle des trois premières.

L'argument avançant, dans les trois cas, la violation de la disposition portant sur la citation à comparaître et du droit d'être entendu a été jugé fondé et de nature à entraîner l'annulation des trois décisions contestées.

Le Tribunal a conclu qu'il n'était pas possible d'établir clairement que le requérant avait marqué son accord sur un délai de comparution plus court que la période minimale d'un mois visée à l'article 59, paragraphe 1, du règlement d'exécution. Ce délai minimal de comparution n'ayant pas été respecté, il y avait lieu de considérer que le requérant n'avait pas été correctement convoqué à la procédure orale devant la Chambre de recours. L'article 59, paragraphe 2, du règlement d'exécution dispose en effet que la procédure peut être menée in absentia à la seule condition qu'une partie régulièrement convoquée ne compareaisse pas.

Le Tribunal a dès lors réformé la décision de la Chambre de recours de l'OCVV du 4 décembre 2007 (affaire A007/2007) dans le recours formé contre la décision de l'OCVV d'adapter de son propre chef la description officielle de la variété «Lemon Symphony» dans le registre de la protection communautaire des obtentions végétales. Le Tribunal a toutefois rejeté le recours pour le surplus («le pouvoir de réformation reconnu au Tribunal n'a pas pour effet de conférer à celui-ci le pouvoir de substituer sa propre appréciation à celle de la Chambre de recours et, pas davantage, de procéder à une appréciation sur laquelle ladite chambre n'a pas encore pris position»).

Le Tribunal a réformé les décisions de la Chambre de recours de l'OCVV du 4 décembre 2007 dans l'affaire A006/2007 relative à la demande d'annulation de la PCOV octroyée à la variété «Lemon Symphony» et dans l'affaire A005/2007 relative à la demande d'octroi d'une PCOV pour la variété «Sumost 01». Il a par ailleurs condamné chaque partie à ses propres dépens.

17.3.3. Arrêts rendus par la Cour de justice de l'Union européenne en 2012

Arrêt rendu le 19 décembre 2012 (affaire C-534/10, «Schniga GmbH»)

Brookfield New Zealand Limited et Elaris SNC ont demandé à la Cour de justice d'annuler l'arrêt du Tribunal de l'Union européenne dans l'affaire T-135/08, Schniga/OCVV — Elaris et Brookfield New Zealand (Gala Schnitzer), par lequel celui-ci annulait la décision de la Chambre de recours de l'OCVV du 21 novembre 2007 relative à l'octroi de la protection communautaire des obtentions végétales pour la variété de pomme «Gala Schnitzer» (affaires A003/2007 et A004/2007).

Le pourvoi soulève essentiellement la question de savoir si le Tribunal a correctement analysé l'étendue du pouvoir d'appréciation conféré à l'OCVV en jugeant que ce dernier était susceptible, au titre de la procédure de demande d'octroi d'une protection communautaire des obtentions végétales, d'autoriser la présentation de matériel végétal nouveau en vue de l'examen technique.

Antécédents du litige

Le 18 janvier 1999, l'OCVV s'est vu transmettre par Schniga GmbH une demande de protection communautaire des obtentions végétales relative à la variété de pomme Gala Schnitzer. L'Office a invité le demandeur à lui présenter le matériel végétal nécessaire et lui a précisé qu'il était tenu de respecter l'ensemble des conditions phytosanitaires et douanières applicables. Le demandeur a fourni ledit matériel et envoyé un passeport phytosanitaire européen, précisant que ce document tenait lieu de certificat phytosanitaire. Le centre chargé de l'examen technique a convenu que le passeport phytosanitaire fourni était suffisant en vue de la réalisation de l'examen en question. Il a par ailleurs requis une copie d'un certificat officiel attestant l'absence de virus dans le matériel présenté. Le demandeur a informé le centre qu'il ne pouvait fournir un tel document, car il était apparu que le matériel envoyé au centre était porteur de virus latents. Le centre d'examen a alors suggéré à l'OCVV d'inviter le demandeur à présenter un matériel végétal nouveau et exempt de virus en vue de l'examen technique. L'OCVV a marqué son accord, dans la mesure où la demande initiale exigeait simplement le respect des conditions du passeport phytosanitaire européen et ne précisait pas que le matériel devait être exempt de virus.

Les résultats du deuxième examen ont démontré que la variété examinée était distincte de la variété de référence la plus proche, à savoir la variété Baigent, sur la base de la caractéristique additionnelle «Fruit: largeur des stries».

Elaris SNC et Brookfield New Zealand Ltd, respectivement titulaire d'une licence afférente au droit de protection de la variété Baigent et titulaire de ce droit, ont adressé à l'OCVV des objections, au titre de l'article 59 du règlement (CE) n° 2100/94. Les motifs invoqués étaient, d'une part, fondés sur l'article 61, paragraphe 1, point b), du règlement (CE) n° 2100/94, selon lequel l'OCVV aurait dû rejeter la demande au motif que le demandeur n'avait pas respecté les exigences applicables au matériel à présenter aux fins de l'examen technique et, d'autre part, sur l'article 7 dudit règlement, en ce que la variété Gala Schnitzer ne se distinguait pas de la variété Baigent.

En décembre 2006, le président de l'OCVV a approuvé l'utilisation de la caractéristique additionnelle «Fruit: largeur des stries», en vue d'établir le caractère distinctif de la variété Gala Schnitzer. Le 26 février 2007, le comité compétent de l'OCVV a rejeté les objections des parties intervenantes et octroyé une protection communautaire des obtentions végétales à la variété Gala Schnitzer.

Le 11 avril 2007, Elaris et Brookfield ont formé un recours auprès de la Chambre de recours de l'OCVV, au titre des articles 67 à 72 du règlement (CE) n° 2100/94, contre les décisions du comité de l'OCVV.

Par décision du 21 novembre 2007, la Chambre de recours a annulé les décisions prises par le comité et rejeté la demande relative à la variété Gala Schnitzer. La chambre a fondé sa décision sur l'article 61, paragraphe 1, point b), expliquant que l'OCVV ne pouvait pas demander au demandeur de présenter du nouveau matériel végétal, dès lors que celui-ci

ne s'était pas conformé à une demande individuelle, au sens de l'article 55, paragraphe 4, par laquelle il avait été invité à fournir un certificat phytosanitaire attestant que le matériel présenté était exempt de virus.

Recours devant le Tribunal

Le Tribunal a jugé que la Chambre de recours avait commis une erreur de droit en considérant que la demande devait être retirée dès lors que le demandeur n'avait pas rempli les conditions phytosanitaires au vu de la correspondance échangée au début de la procédure de demande. Le Tribunal a par ailleurs estimé que la Chambre de recours avait mal interprété le pouvoir discrétionnaire conféré à l'OCVV par l'article 55, paragraphe 4, du règlement (CE) n° 2100/94.

Pourvoi devant la Cour de justice

Les parties requérantes, Elaris et Brookfield, ont demandé à la Cour d'annuler l'arrêt attaqué et de renvoyer l'affaire devant le Tribunal afin qu'il statue sur le fond ou, à titre subsidiaire, de statuer à titre définitif et de rejeter le recours de Schniga, confirmant par là même la décision attaquée de la Chambre de recours. Elles ont en outre demandé à la Cour de condamner les parties défenderesses aux dépens.

L'OCVV et Schniga ont, quant à eux, demandé à la Cour de rejeter le pourvoi des requérantes et de condamner celles-ci aux dépens.

Dans son arrêt du 19 décembre 2012, la Cour de justice de l'Union européenne a estimé que le Tribunal peut contrôler entièrement la légalité des décisions de la Chambre de recours de l'OCVV, au besoin en examinant si ladite chambre a donné une qualification juridique exacte aux faits du litige ou si l'appréciation des éléments de fait qui lui ont été soumis n'est pas entachée d'erreur (affaire C-38/09 P, Schröder/OCVV).

Sur le second moyen, l'OCVV ne pouvait rejeter la demande de protection communautaire des obtentions végétales formulée par le Konsortium Südtiroler Baumschuler (KSB), aux droits duquel Schniga GmbH a succédé, sans commettre une erreur de droit, dès lors qu'il avait considéré que le KSB n'avait pu se conformer à la demande individuelle initiale du fait de son imprécision.

La CJUE a rejeté le pourvoi et condamné la partie requérante aux dépens.

17.3.4. Situation des pourvois formés devant la Cour de justice de l'Union européenne

Numéro du dossier devant le Tribunal	Numéro de la décision de la Chambre de recours contestée	Dénomination de la variété	Date de l'arrêt du Tribunal	Date du pourvoi devant la Cour de justice	Numéro du dossier devant la Cour de justice	Date de l'arrêt de la Cour de justice
T-95/06	A001/2005	Nadorcott	31.1.2008	n.d.	n.d.	n.d.
T-187/06	A003/2004	Sumcol 01	19.11.2008	29.1.2009	C-38/09 P	15.4.2010
T-133/08	A007/2007	Lemon Symphony	18.9.2012	n.d.	n.d.	n.d.
T-134/08	A006/2007	Lemon Symphony	18.9.2012	n.d.	n.d.	n.d.
T-135/08	A003/2007 et A004/2007	Gala Schnitzer	13.9.2010	15.11.2010	C-534/10 P	19.12.2012
T-177/08	A005/2007	Sumost 01	18.9.2012	28.11.2012	C-546/12 P	En suspens
T-242/09	A010/2007	Lemon Symphony	18.9.2012			
T-367/11	A007/2010	Southern Splendour	En suspens			

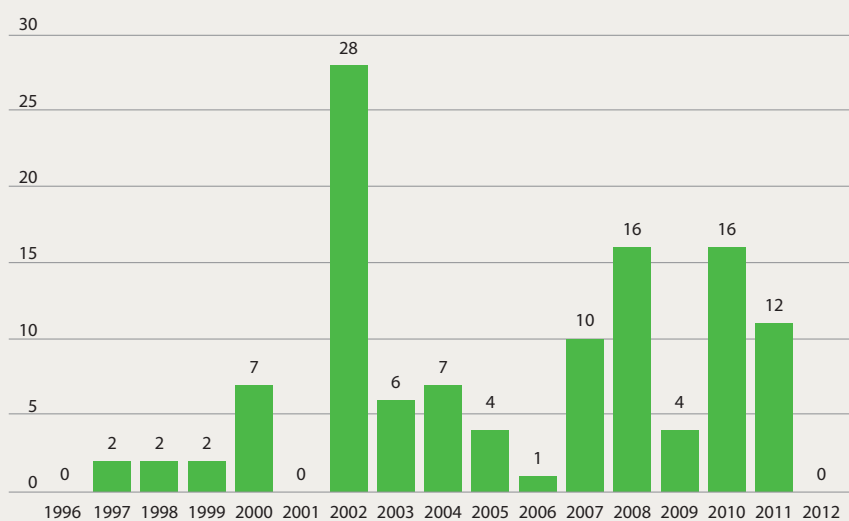
17.4. Recours reçus par l'OCVV et décisions rendues par la Chambre de recours depuis sa création (statistiques)

17.4.1. Nombre de recours déposés par an entre 1996 et 2012

Au total, 117 recours ont été introduits auprès de l'OCVV depuis la création de l'Office. Ils se répartissent de la façon suivante:

Graphique 16

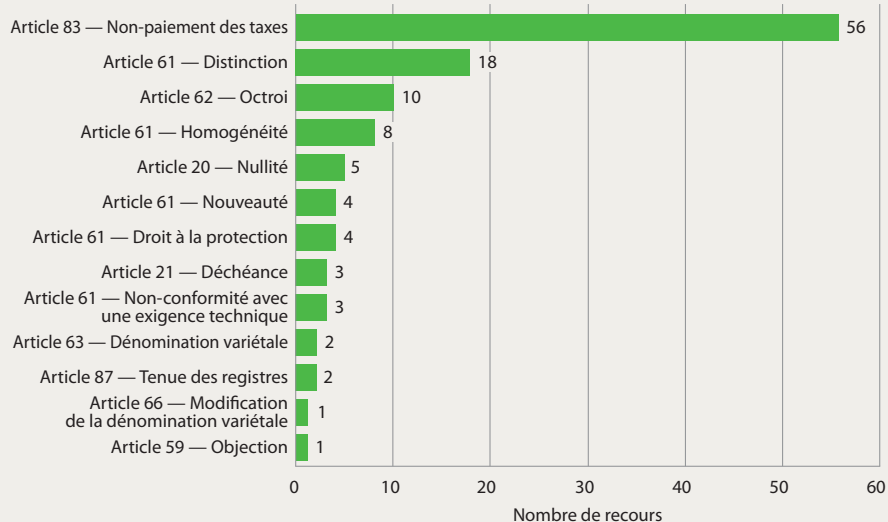
Nombre de recours introduits chaque année auprès de l'OCVV depuis 1996



17.4.2. Base juridique des recours introduits depuis 1996 [avec référence au règlement (CE) n° 2100/94 du Conseil]

Graphique 17

Base juridique des recours introduits
auprès de l'OCVV depuis 1996

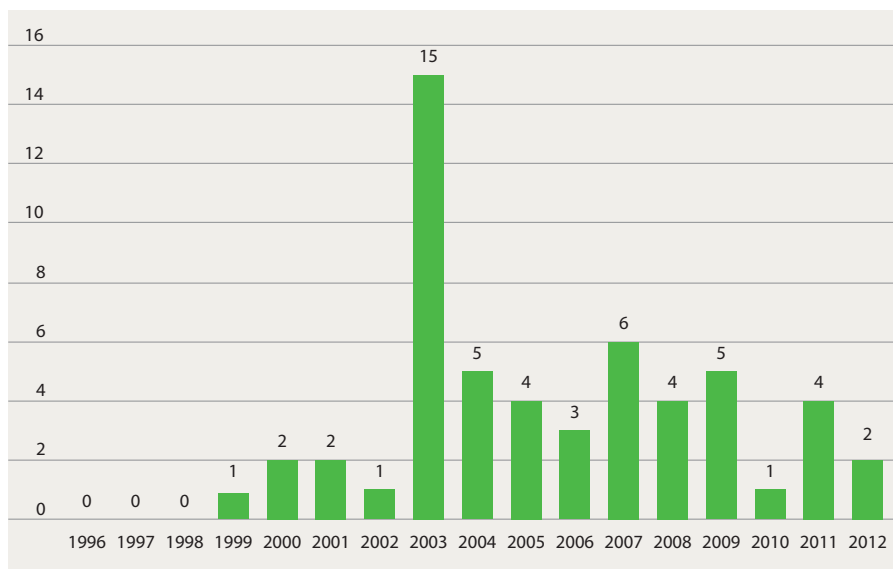


17.4.3. Décisions de la Chambre de recours de l'OCVV, par année

Au total, 55 décisions ont été rendues par la Chambre de recours de l'OCVV depuis 1996. Elles se répartissent de la façon suivante:

Graphique 18

Nombre de décisions rendues
par la Chambre de recours
par année depuis 1996



Les références des décisions rendues par la Chambre de recours figurent dans le tableau ci-après:

Année	Numéro du recours et date de la décision de la Chambre de recours
1999	A002/1998 du 14.9.1999
2000	A001/1999 du 25.1.2000 A002/1999 du 19.5.2000
2001	A002/2000 du 27.3.2001 A004/2000 du 6.12.2001
2002	A005/2000 du 28.5.2002
2003	A005/2002 du 2.4.2003 A001/2002, A002/2002 et A003/2002 du 1.4.2003 A018/2002 du 14.5.2003 A008/2002, A009/2002, A010/2002, A011/2002, A012/2002 et A013/2002 du 15.5.2003 A017/2002 du 3.4.2003 A023/2002 du 8.10.2003 A031/2002 du 8.12.2003 A021/2002 du 9.12.2003
2004	A003/2003 et A004/2003 du 4.6.2004 A005/2003 et A006/2003 du 28.9.2004 A001/2004 du 16.12.2004
2005	A006/2004 du 15.6.2005 A005/2004 du 16.6.2005 A004/2004 du 18.7.2005 A001/2005 du 8.11.2005
2006	A003/2004 du 2.5.2006 A004/2005 du 13.10.2006 A007/2005 du 7.7.2006
2007	A001/2007 du 11.9.2007 A003/2007 et A004/2007 du 21.11.2007 A005/2007, A006/2007 et A007/2007 du 4.12.2007
2008	A011/2007 du 9.9.2008 A009/2008 du 2.12.2008 A001/2008 et A002/2008 du 4.12.2008
2009	A010/2007 du 23.1.2009 A004/2008 et A005/2008 du 21.4.2009 A010/2008 et A011/2008 du 8.10.2009
2010	A018/2008 du 15.3.2010
2011	A001/2010, A005/2010, A006/2010 et A007/2010 du 18.2.2011
2012	A009/2011 du 17.1.2012 A001/2012 du 10.10.2012

Les décisions détaillées de la Chambre de recours sont disponibles dans la base de données de la jurisprudence de la protection des obtentions végétales, accessible depuis le site internet de l'OCVV.

Office Communautaire des Variétés Végétales

Rapport annuel 2012

Luxembourg: Office des publications de l'Union européenne

2012 — 90 p. — 21 × 29,7 cm

ISBN 978-92-9152-148-7

doi:10.2803/14274

COMMENT VOUS PROCURER LES PUBLICATIONS DE L'UNION EUROPÉENNE?

Publications gratuites:

- un seul exemplaire:
sur le site EU Bookshop (<http://bookshop.europa.eu>);
- exemplaires multiples/posters/cartes:
auprès des représentations de l'Union européenne (http://ec.europa.eu/represent_fr.htm),
des délégations dans les pays hors UE (http://eeas.europa.eu/delegations/index_fr.htm),
en contactant le réseau Europe Direct (http://europa.eu/europedirect/index_fr.htm)
ou le numéro 00 800 6 7 8 9 10 11 (gratuit dans toute l'UE) (*).

(*) Les informations sont fournies à titre gracieux et les appels sont généralement gratuits (sauf certains opérateurs, hôtels ou cabines téléphoniques).

Publications payantes:

- sur le site EU Bookshop (<http://bookshop.europa.eu>).

Abonnements:

- auprès des bureaux de vente de l'Office des publications de l'Union européenne (http://publications.europa.eu/others/agents/index_fr.htm).



OCVV

Office Communautaire des Variétés Végétales

3 boulevard Maréchal Foch - CS 10121
49101 Angers Cedex 2 - France
Tél. +33 (0)2 41 25 64 00 - Fax +33 (0)2 41 25 64 10
cpvo@cpvo.europa.eu - www.cpvo.europa.eu

Служба на Общността за сортовете растения

Oficina Comunitaria de Variedades Vegetales

Odrůdový úřad Společenství

EF-Sortsmyndigheden

Gemeinschaftliches Sortenamt

Ühenduse Sordiamet

Κοινοτικό Γραφείο Φυτικών Ποικιλιών

Community Plant Variety Office

Office communautaire des variétés végétales

Ufficio comunitario delle varietà vegetali

Kopienas Augu šķirņu birojs

Bendrijos augalų veislių tarnyba

Közösségi Növényfajtá-hivatal

L-Uffiċju Komunitarju dwar il-Varjetajiet tal-Pjanti

Communautair Bureau voor plantenrassen

Wspólnotowy Urząd Ochrony Odmian

Instituto Comunitário das Variedades Vegetais

Oficiul Comunitar pentru Soiuri de Plante

Úrad Spoločenstva pre odrody rastlín

Urad Skupnosti za rastlinske sorte

Yhteisön kasvilajikevirasto

Gemenskapens växtsortsmyndighet



Office des publications

doi:10.2803/14274
ISBN 978-92-9152-148-7



9 789291 521487